



La sécurité d'approvisionnement est au cœur des préoccupations

La production nationale et l'énergie nucléaire gagnent en importance

Pour le compte de Jan Flückiger et Adrian Reber,

Association des entreprises électriques suisses AES

Équipe de projet

Urs Bieri: co-directeur

Sophie Schäfer: cheffe de projet

Jenny Roberts: scientifique de données / cheffe de projet

Roland Rey: collaborateur de projet / Administration

Berne, 01.06.2026

Publication: 07.06.2026

Sommaire

RÉSUMÉ	4
1 CONSTATATIONS	7
1.1 Politique énergétique	7
1.2 Sécurité d’approvisionnement	12
1.3 Loi sur l’électricité	18
1.4 Installations de production d’électricité	20
1.5 Initiative «Stop au blackout».....	21
1.6 Accord sur l’électricité et libéralisation du marché.....	26
2 SYNTHÈSES	34
3 ANNEXE	36
3.1 Mandat	36
3.2 Détails méthodologiques.....	36
3.3 Plan de recherche	38
3.4 Traitement graphique	39
4 L'ÉQUIPE DE GFS.BERN	40

Résumé

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EST ÉVALUÉE DE MANIÈRE PLUS CRITIQUE



- Le soutien à la politique énergétique suisse tombe à 52% en 2026 (-7 points de pourcentage [pp] par rapport à 2025), tandis que les critiques à l'encontre de la politique actuelle augmentent. Le scepticisme croît particulièrement au sein des partis du PLR et de l'UDC.
- Les énergies renouvelables demeurent très populaires: 80% y voient une forme concrète de protection du climat, et 76% continuent de porter un jugement positif sur la loi sur l'électricité.
- Parallèlement, les doutes augmentent quant à la capacité des énergies renouvelables à couvrir à elles seules les besoins futurs en électricité (64%). La sécurité d'approvisionnement se retrouve ainsi davantage au cœur des débats sur la politique énergétique.

LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT GAGNE EN IMPORTANCE



- Avec 45%, la sécurité d'approvisionnement reste la priorité absolue dans le trilemme de la politique énergétique. En revanche, l'importance de la production d'énergie neutre sur le plan climatique diminue légèrement.
- 58% de la population craint que la politique énergétique actuelle n'entraîne des problèmes d'approvisionnement en électricité d'ici dix ans (+7 pp).
- 70% pensent que la production durable d'énergie ne devrait pas faire augmenter massivement le prix de l'électricité. Dans le même temps, 63% estiment que la Suisse ne peut pas se permettre des coupures d'électricité, même si cela implique parfois de faire passer au second plan les objectifs climatiques et énergétiques.
- On observe une disposition croissante à accepter davantage de conflits d'objectifs en matière de protection des paysages ou de procédures d'autorisation pour le développement de la production d'électricité.

LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ NATIONALE RESTE LARGEMENT SOUTENUE



- L'efficacité énergétique (89%), l'énergie hydraulique (85%) et les installations solaires sur les bâtiments et les façades (82%) continuent de bénéficier d'un soutien particulièrement important.
- L'énergie éolienne, l'hydrogène et les installations solaires dans les régions alpines conservent également leur popularité. Dans le même temps, le scepticisme à l'égard des importations supplémentaires d'électricité en provenance de l'étranger augmente.
- 68% sont désormais favorables à des limitations des recours contre les projets énergétiques, afin que ceux-ci puissent être mis en œuvre plus rapidement.

- En ce qui concerne la localisation concrète, les grandes installations solaires sur les infrastructures existantes sont particulièrement bien acceptées (94%). Les éoliennes à proximité de zones résidentielles ainsi que les nouveaux lacs de barrage dans d'anciennes zones glaciaires sont en outre majoritairement acceptés.

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE GAGNE EN POPULARITÉ



- 79% sont favorables à la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires déjà en place tant qu'elles sont sûres. Parallèlement, pour la première fois, une nette majorité se prononce également en faveur de nouvelles centrales nucléaires de nouvelle génération (59%).
- La construction des types actuels de centrales nucléaires gagne également en popularité et atteint 48% (+9 pp). La Suisse alémanique est particulièrement ouverte à ce sujet.
- Dans le même temps, l'opinion selon laquelle le solaire et l'éolien ne peuvent pas garantir suffisamment l'approvisionnement en électricité et qu'il faut donc des centrales nucléaires est de plus en plus répandue (55%).
- L'énergie nucléaire est de plus en plus perçue comme un complément pragmatique à la transition énergétique et comme une contribution à la sécurité d'approvisionnement.

L'INITIATIVE «STOP AU BLACKOUT» PROFITE DE L'OUVERTURE TECHNOLOGIQUE



- En 2026, l'initiative «Stop au blackout» atteint pour la première fois une situation de départ susceptible de rallier la majorité: 55% des personnes interrogées y seraient favorables (+9 pp par rapport à 2025).
- Le lien entre sécurité d'approvisionnement, stabilité économique et ouverture technologique rencontre un écho particulièrement fort. 70% soulignent que toutes les technologies respectueuses du climat, y compris l'énergie nucléaire, doivent être utilisées et faire l'objet de débats.
- En revanche, le contre-projet à l'initiative polarise nettement plus selon le schéma classique gauche/droite.
- L'initiative est interprétée différemment selon le camp politique: alors que, du côté des bourgeois, elle est clairement associée à la sécurité d'approvisionnement et à l'ouverture technologique, son appréciation est moins claire du côté du centre gauche.

L'ACCORD SUR L'ÉLECTRICITÉ AVEC L'UE REMPORTE LA MAJORITÉ



- Malgré un certain ralentissement par rapport à l'année précédente, 66% de la population continuent de soutenir un accord sur l'électricité avec l'UE.
- L'argument le plus important reste la sécurité d'approvisionnement: 71% sont d'avis que l'accord assure les importations nécessaires en hiver.
- Toutefois, de nombreuses conséquences concrètes de l'accord sont perçues de manière ambivalente. La forte proportion de personnes sans position définie témoigne d'un manque de stabilité dans les opinions.
- Les différences concernent moins les conflits de politique énergétique classiques que la question de savoir dans quelle mesure la Suisse doit garantir sa sécurité d'approvisionnement à l'avenir par le biais d'une coopération européenne.

1 Constatations

1.1 Politique énergétique

L'enquête s'est déroulée dans un contexte fortement marqué par la politique énergétique. Sur le plan de la politique intérieure, l'énergie nucléaire est revenue clairement au centre des débats: en mars 2026, le Conseil des États a accepté le principe de la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, sous forme de contre-projet indirect à l'initiative dite «Stop au blackout». La question de savoir si la sécurité d'approvisionnement devait à nouveau s'ouvrir plus clairement aux différentes technologies est ainsi revenue au centre des préoccupations politiques. Parallèlement, l'accord sur l'électricité avec l'UE reste inscrit à l'agenda de la politique énergétique: après la transmission du message au Parlement en mars 2026, il a fait l'objet de discussions quant à sa contribution à la stabilité du réseau, au négoce d'électricité et à la sécurité d'approvisionnement. En outre, l'instabilité internationale a marqué le débat sur la politique énergétique. La guerre en Iran et la situation parfois tendue autour du détroit d'Ormuz ont remis au premier plan les questions de l'approvisionnement énergétique, de la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et de la stabilité des prix. L'approvisionnement de la Suisse en produits pétroliers restait certes assuré selon la Confédération, mais la situation mondiale en matière d'approvisionnement était jugée délicate.

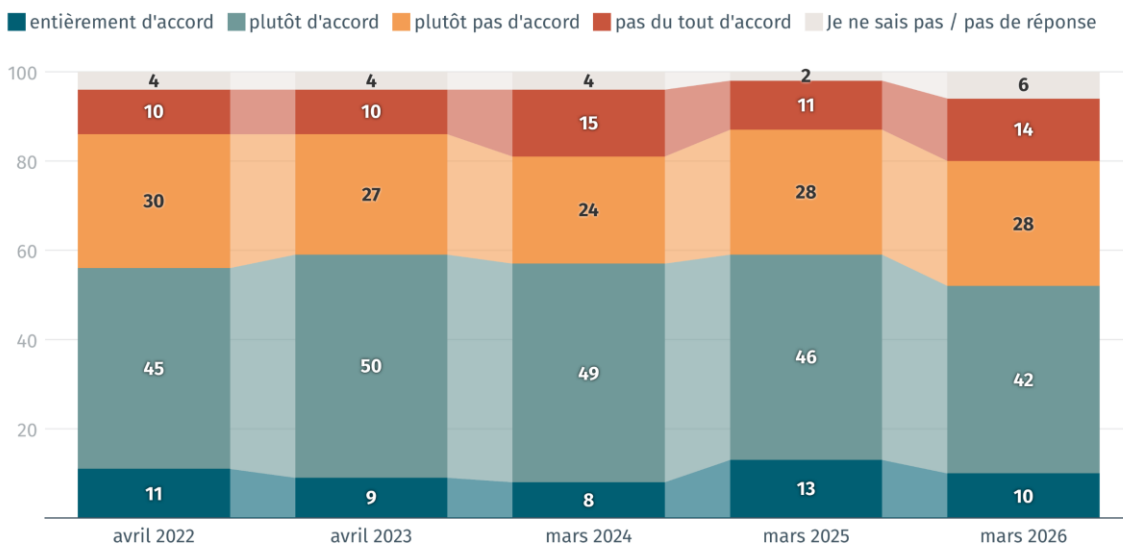
Dans ce contexte, l'évaluation un peu plus critique de la politique énergétique suisse doit également être interprétée comme l'expression d'une plus grande incertitude. Ainsi, en 2026, une faible majorité des citoyennes et citoyens suisses soutient la politique énergétique suisse (52%). Cela représente un recul de 7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Nous observons donc bien une vision un peu plus critique de la politique énergétique par rapport aux années précédentes, quand bien même la proportion de personnes en désaccord n'a augmenté que de 3 points de pourcentage (42%).

Graphique 1

Évolution du consensus sur la politique énergétique en Suisse

De manière générale, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la politique énergétique actuelle en Suisse ?

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

C'est en observant les évaluations de la politique énergétique et climatique en Suisse que l'on voit plus clairement d'où viennent les plus vives critiques.

Le soutien accordé aux énergies renouvelables reste le plus ancré. Ainsi, en 2026, 80% de la population approuvent l'affirmation selon laquelle promouvoir des formes d'énergies renouvelables concrétise la protection du climat. L'idée que la nouvelle loi sur l'électricité constituerait une étape significative pour l'avenir énergétique de la Suisse recueille également un très large soutien (76%). En parallèle, l'indépendance énergétique reste également un aspect central. 72% estiment que promouvoir des énergies renouvelables est le meilleur moyen de lutter contre la dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger. La revendication visant à mettre fin à la dépendance aux énergies fossiles provenant de pays non démocratiques reçoit également un large soutien (70%), même si elle est en légère baisse par rapport à 2025 (-4 pp).

L'urgence d'agir dans le domaine de la politique énergétique s'accroît à nouveau, comme en témoignent les 67% des citoyennes et citoyens estimant que la transition énergétique en Suisse progresse trop lentement (+4 pp). Pourtant, les critiques continuent de susciter un large écho. 64% estiment que les énergies renouvelables ne suffisent pas à couvrir les besoins en électricité de la Suisse. La sécurité d'approvisionnement reste donc sujette à de fortes tensions dans les débats sur la politique énergétique.

Le refus d'imposer des charges supplémentaires aux entreprises est moins unanime, mais il continue d'attirer la majorité. 54% sont contre l'idée d'alourdir la charge des entreprises suisses par des taxes énergétiques supplémentaires. Parallèlement, 51% dénoncent le fait que la poursuite de la politique énergétique actuelle entraîne des pannes

d'électricité dans certaines parties de la Suisse. L'augmentation de 10% par rapport à l'année précédente illustre une fois de plus l'incertitude au sein de la population et la nécessité d'action ressentie.



Les critiques à l'encontre de la poursuite de la politique énergétique actuelle proviennent principalement de Suisse alémanique (53%, +11 pp par rapport à 2025) et dans une moindre mesure de Suisse romande. Elles s'accroissent en outre clairement selon l'appartenance politique. Ainsi, les critiques ont nettement augmenté par rapport à la dernière enquête, notamment du côté de l'électorat du PLR (+24 pp.) et de l'UDC (+23 pp.).

Simultanément, le scepticisme vis-à-vis de la transition énergétique perd du terrain. Ainsi, la part de personnes qui estiment que la catastrophe climatique ne peut plus être évitée sans un passage immédiat aux sources d'énergie renouvelable s'élève désormais à 50% (-6 pp). L'affirmation selon laquelle la transition énergétique serait trop coûteuse recueille un peu moins d'adhésion (47%). En revanche, seule une minorité estime que la transition énergétique en Suisse va beaucoup trop loin (37%).

Le soutien aux énergies renouvelables et la stratégie de la politique énergétique suisse continuent à recevoir un large soutien. La pression s'intensifie néanmoins pour que les questions de sécurité d'approvisionnement soient davantage prises en compte. La transition énergétique n'est donc pas remise en question par une majorité, mais sa mise en œuvre concrète reste controversée.

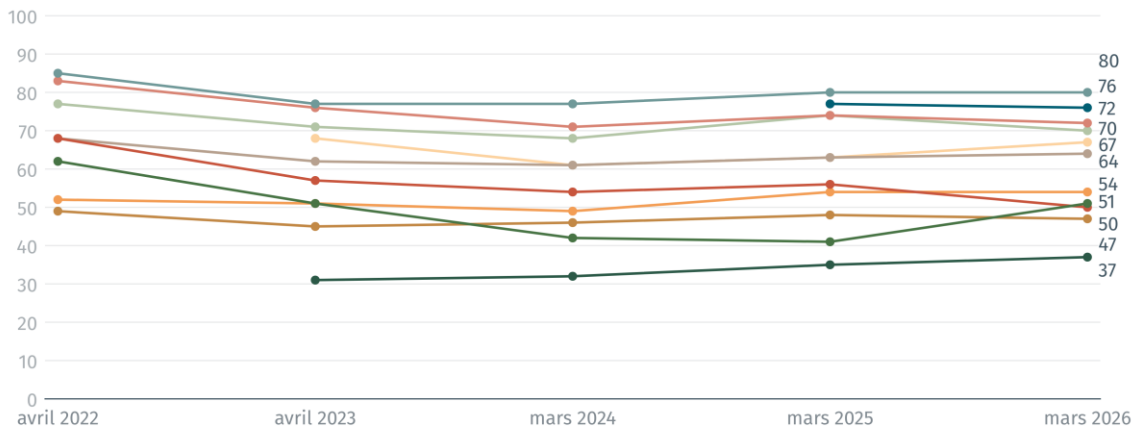
Graphique 2

Évolution des déclarations relatives à la politique énergétique et climatique

Actuellement, de nombreux débats ont lieu sur la bonne politique climatique et énergétique à mettre en place. Vous trouverez ci-après quelques affirmations que l'on entend très fréquemment. Veuillez préciser pour chacune d'elles si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.

en % du corps électoral, % totalement d'accord/plutôt d'accord

- Encourager les formes d'énergie renouvelables est une manière de mettre en œuvre la protection de l'environnement.
- La nouvelle loi sur l'électricité, qui encourage les énergies renouvelables et garantit l'approvisionnement en électricité, est une étape judicieuse pour l'avenir énergétique de la Suisse.
- Favoriser les énergies renouvelables est la meilleure manière d'éviter d'être dépendant de l'étranger sur le plan énergétique.
- Il faut mettre un terme à la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles de pays non démocratiques aussi rapidement que possible.
- La transition énergétique est beaucoup trop lente en Suisse.
- Les énergies renouvelables sont une bien belle idée mais ne suffisent pas du tout pour couvrir les besoins de la Suisse en électricité.
- Les entreprises suisses sont déjà exposées à une forte pression de la concurrence et ne devraient pas être soumises, en plus, à des taxes énergétiques supplémentaires.
- Si nous continuons sur la voie actuelle dans la politique énergétique, nous risquons bientôt des pannes d'électricité dans des parties de la Suisse.
- Si nous ne passons pas immédiatement aux sources d'énergie renouvelables, la catastrophe climatique devient inévitable.
- La transition énergétique coûte beaucoup trop cher.
- La transition énergétique va beaucoup trop loin en Suisse.



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

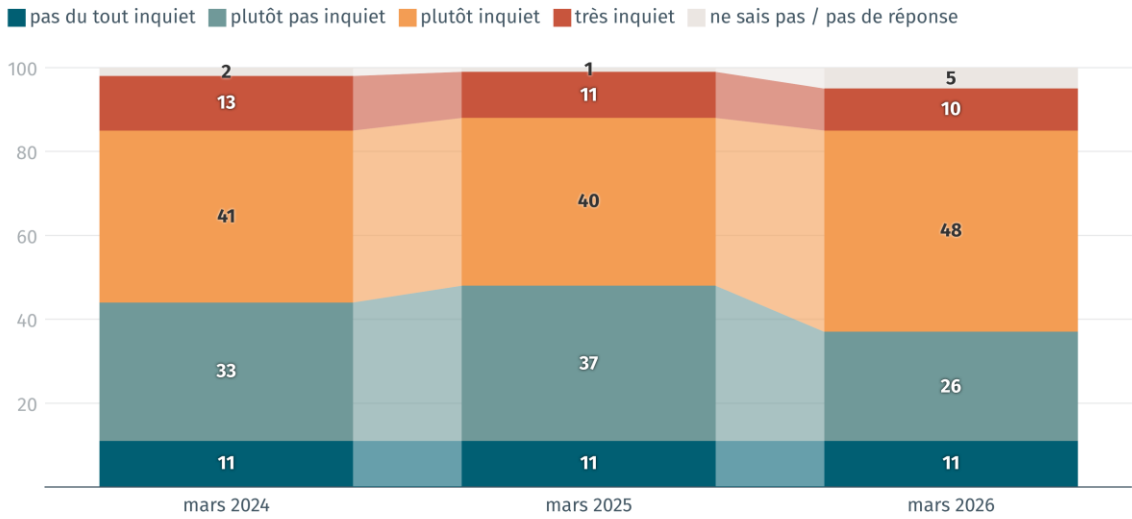
Conformément à cette observation, la sécurité d'approvisionnement future suscite de plus en plus d'inquiétudes. On observe un nombre croissant de personnes s'inquiétant de savoir si la voie empruntée dans le domaine de la politique énergétique entraînera des problèmes en matière de sécurité d'approvisionnement. Alors que 51% déclaraient avoir des inquiétudes à ce sujet l'année dernière, elles sont 58% cette année. Parallèlement, la part de personnes qui déclarent ne pas s'inquiéter passe de 48% à 37%. On constate également des différences selon les caractéristiques sociodémographiques: plus on est âgé, plus les inquiétudes quant à la sécurité d'approvisionnement ont augmenté par rapport à l'année dernière.

Graphique 3

Évolution de la sécurité d'approvisionnement à l'avenir

Lorsque vous pensez à la sécurité d'approvisionnement dans dix ans. Dans la voie actuellement empruntée en matière de politique énergétique, vous n'êtes pas du tout inquiet, plutôt pas inquiet, plutôt inquiet ou très inquiet quant à la sécurité d'approvisionnement dans dix ans ?

en % du corps électoral

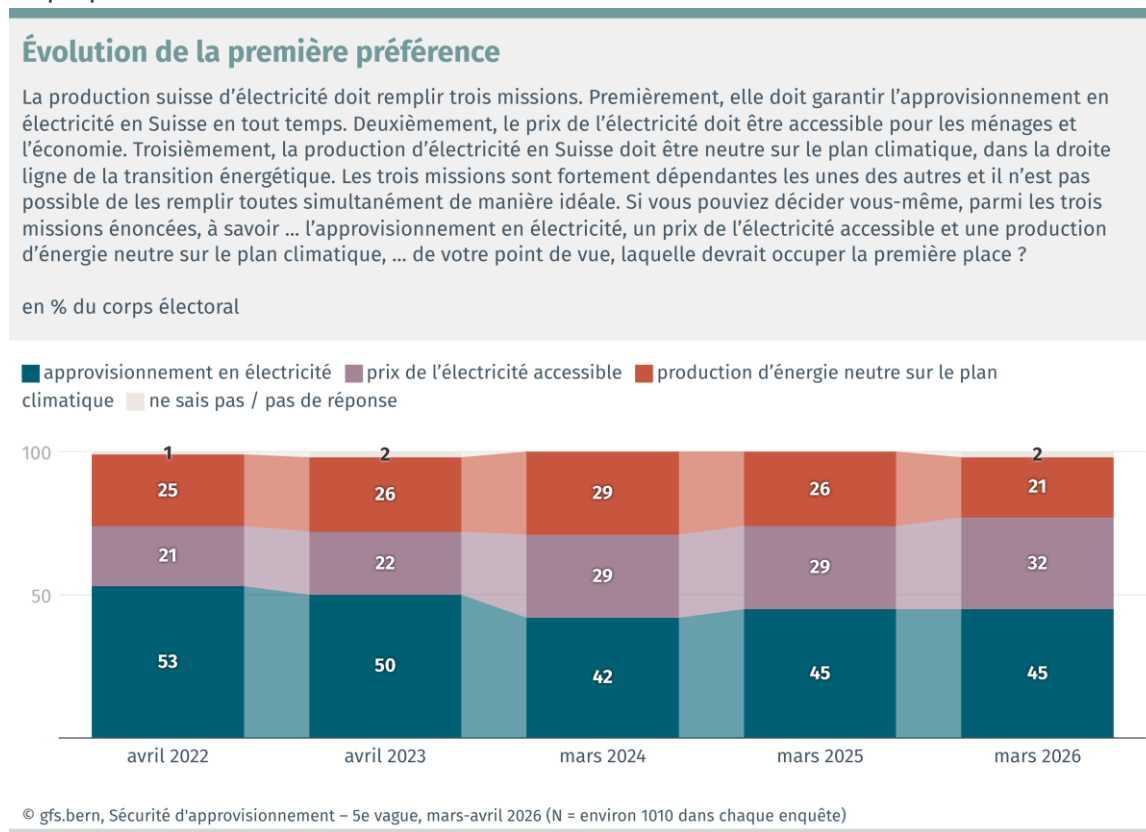


© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

1.2 Sécurité d'approvisionnement

Dans le trilemme de la production d'électricité – sécurité d'approvisionnement, prix de l'électricité et production d'énergie neutre sur le plan climatique – la garantie de la sécurité d'approvisionnement reste la priorité la plus fréquemment citée en 2025 (45%). En revanche, la priorité accordée à la production d'énergie neutre sur le plan climatique a légèrement reculé (26%, -5 pp).

Graphique 4



En ce qui concerne la gestion des conflits d'objectifs au sein de la production d'électricité, une opinion similaire se dégage cette année encore chez la population: dans les trois affirmations qui recueillent le plus de soutien, la production d'électricité neutre sur le plan climatique et durable est placée après le prix de l'électricité, la sécurité d'approvisionnement et la protection des paysages, cette dernière étant toutefois remise en cause dans le contexte de la priorité accordée à la production nationale d'énergies renouvelables.

L'affirmation selon laquelle la mise en place d'une production d'énergie durable ne devrait pas faire grimper drastiquement le prix de l'électricité continue à recevoir le plus de soutien. 70% sont d'accord avec cette position, même si l'approbation est en légère baisse par rapport à l'année précédente (-6 pp). La priorité accordée à la sécurité d'approvisionnement continue également à recueillir un soutien majoritaire: 63% des personnes estiment que la Suisse ne peut pas se permettre des coupures d'électricité, même si cela signifie ne pas atteindre pleinement les objectifs climatiques et énergétiques (-5 pp). Bien que la perception immédiate d'une crise qui serait liée à une pénurie d'électricité s'est quelque peu atténuée, la sécurité d'approvisionnement reste un thème

central de la politique énergétique. L'affirmation selon laquelle la transition énergétique ne serait pas une excuse pour abandonner la protection des paysages continue également à recevoir un soutien majoritaire (60%).

En même temps, l'importance de la production nationale d'énergie augmente. 58% soutiennent désormais l'affirmation selon laquelle il faudrait augmenter la production d'énergies renouvelables en Suisse, même si cela nécessite des compromis en matière de protection de l'environnement (+8 pp).



La propension croissante à accepter de tels compromis dans certaines circonstances est fortement influencée par l'idéologie. Alors que cette propension est restée stable chez les partisans et partisanes des Vert-e-s et du PS par rapport à l'année dernière, elle a nettement augmenté auprès de l'électorat du PVL (+13 pp) et de l'UDC (+23 pp), en particulier.

Parallèlement, le soutien à une transition énergétique rapide reste également majoritaire, quel que soit son coût (52%). Néanmoins, la propension à prendre des risques plus importants diminue: seules 36% des personnes seraient prêtes à accepter des coupures de courant au profit d'une mise en œuvre rigoureuse de la transition énergétique (-8 pp). Cette position atteint ainsi son niveau le plus bas depuis le début des relevés.

La nette ouverture à l'égard de l'énergie nucléaire est également frappante. Pour la première fois, la moitié des citoyennes et citoyens suisses (50%) affirment préférer une nouvelle centrale nucléaire plutôt qu'un grand nombre de nouvelles centrales électriques telles que des éoliennes, des installations solaires ou des barrages (+9 pp). Alors que l'adhésion à cette option est restée relativement constante en Suisse romande par rapport à l'année dernière, elle a sensiblement augmenté en Suisse alémanique (+9 pp).

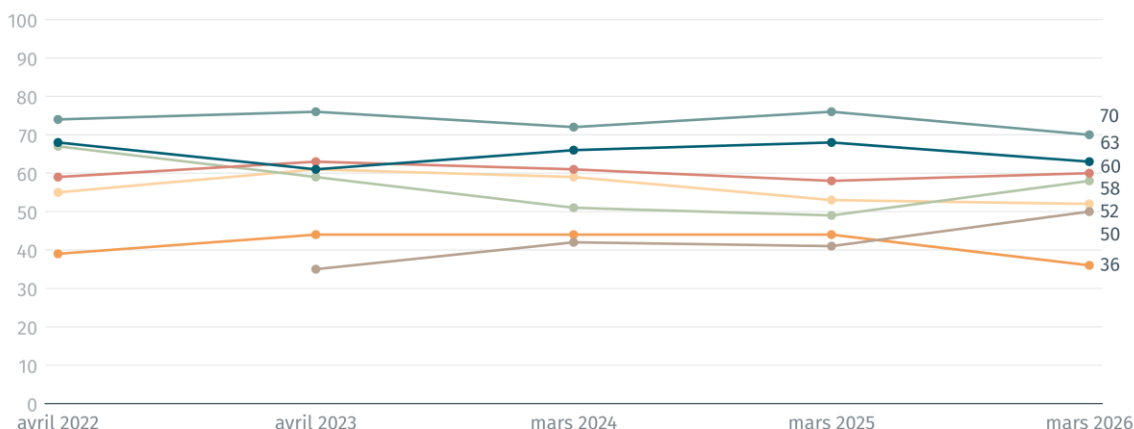
Graphique 5

Évolution des stratégies de gestion de conflits

Vous trouverez ci-dessous plusieurs possibilités pour éviter les conflits entre les trois missions et, pour chacune d'elles, je vous invite à m'indiquer si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec la possibilité en question.

en % du corps électoral, totalement d'accord/plutôt d'accord

- Il faut éviter que la mise en place d'une production d'énergie durable entraîne une augmentation massive du prix de l'électricité en Suisse.
- Nous ne pouvons pas nous permettre de pannes d'électricité, même si, ainsi, nous n'atteindrons pas les objectifs climatiques et énergétiques comme prévu.
- La transition énergétique ne doit pas être un prétexte pour ne plus protéger les paysages et défigurer les dernières surfaces naturelles non bâties en construisant des éoliennes, des lacs de barrage et des cellules photovoltaïques.
- Il faut désormais absolument augmenter la production nationale d'énergies renouvelables, même si cela signifie que nous devons clairement faire des compromis au niveau de la protection de l'environnement.
- La transition énergétique doit être abordée maintenant, peu importe combien cela coûte.
- Je préfère de loin une nouvelle centrale nucléaire à d'innombrables nouvelles centrales électriques (par exemple des éoliennes, des installations solaires dans les montagnes ou des barrages).
- Nous devons miser sans compromis sur la transition énergétique. Si, sur le chemin vers cette dernière, nous subissons de temps en temps des pannes d'électricité, nous devons être prêts à l'accepter.



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

1.2.1 Mesures visant à garantir la sécurité d'approvisionnement

On observe également une plus forte évolution des préférences en 2026 qu'en 2024/2025 en ce qui concerne les mesures politiques contre une éventuelle pénurie d'électricité. Les mesures qui renforcent le développement de la production nationale d'électricité ou augmentent l'efficacité énergétique bénéficient toujours d'un soutien particulièrement large. Simultanément, on constate un scepticisme croissant à l'égard du développement de certaines énergies renouvelables.

La promotion de l'efficacité énergétique reste le domaine qui reçoit le plus de soutien. 89% des électrices et électeurs estiment que les mesures correspondantes sont judicieuses (-4 pp). L'extension de la force hydraulique (85%, -7 pp) et celle des installations solaires sur les bâtiments et les façades (82%, -12 pp) ont également reçu une grande approbation. Malgré un recul par rapport à l'année précédente, ces mesures continuent à recueillir un soutien nettement majoritaire et à constituer le cœur d'une politique énergétique acceptable. La disposition à investir dans la production d'énergie en tant que consommatrice ou consommateur reste élevée (82%).

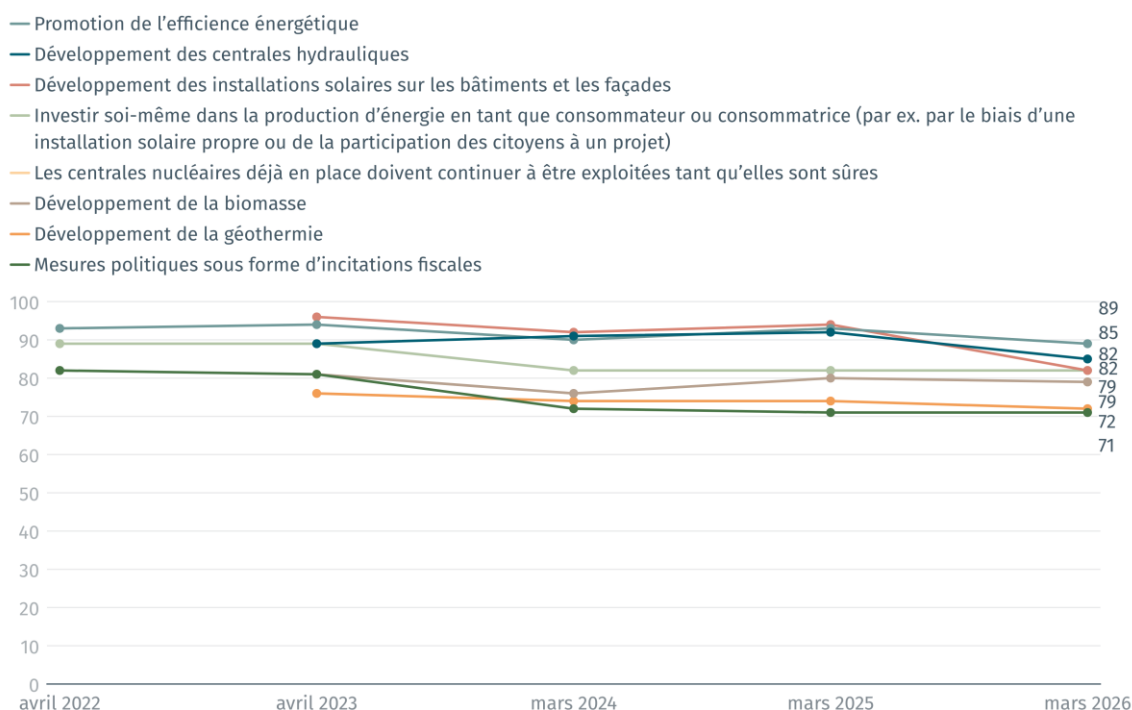
Par ailleurs, le soutien élevé accordé aux centrales nucléaires déjà en place est frappant. 79% sont favorables à la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires tant qu'elles sont sûres. Ce niveau d'adhésion est ainsi comparable à celui de la technologie renouvelable bien établie de la biomasse (79%). Le développement de la géothermie (72%) et les incitations fiscales (71%) sont un peu moins populaires, mais continuent de recueillir une nette majorité de soutiens. Ces deux valeurs restent globalement stables par rapport à l'année précédente.

Graphique 6

Évolution des mesures politiques visant à remédier à la pénurie d'électricité (1/2)

Dans la sphère publique et dans l'arène politique, des mesures visant à garantir un approvisionnement fiable et durable en Suisse font régulièrement l'objet de discussions. Veuillez indiquer pour chacune des mesures suivantes si elle vous semble judicieuse.

en % du corps électoral, % très judicieux/plutôt judicieux



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

Le développement de l'énergie éolienne et de l'hydrogène continue également d'être soutenu par une nette majorité (68%). Une même proportion est en faveur de la limitation des recours contre les projets énergétiques afin d'accélérer leur développement (68%). Cette mesure a gagné 6 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. En revanche, le soutien à la mesure sous forme de taxes d'incitation avec remboursement aux plus économes a diminué (66%, -6 pp). L'approbation des installations solaires dans les montagnes et sur les surfaces libres reste stable (62%). La volonté d'accélérer le développement de la production d'énergie nationale reste donc grande, même si cela nécessite des interventions dans les processus ou les paysages.

La majorité est favorable non seulement au maintien des centrales nucléaires en place, mais aussi à la construction de nouvelles centrales. Ainsi, 59% estiment que la

construction de centrales nucléaires de nouvelle génération est judicieuse (+6 pp par rapport à 2025). L'incertitude accrue se traduit également par l'approbation croissante de la construction de centrales au gaz en cas d'urgence dans l'approvisionnement (51%, +6 pp). La construction des types actuels de centrales nucléaires gagne également en popularité et atteint 48% en 2026 (+9 pp par rapport à 2025). Cette année, l'énergie nucléaire est donc perçue comme une option plus réaliste pour garantir l'approvisionnement en électricité à long terme.



Les personnes favorables à la construction de centrales nucléaires de nouvelle génération – ou de celles déjà en construction en France – proviennent principalement de Suisse alémanique. Par rapport à l'année dernière, l'approbation pour la construction de ces centrales nucléaires a encore gagné en popularité en Suisse alémanique, tandis qu'elle n'a que très peu augmenté en Suisse romande.

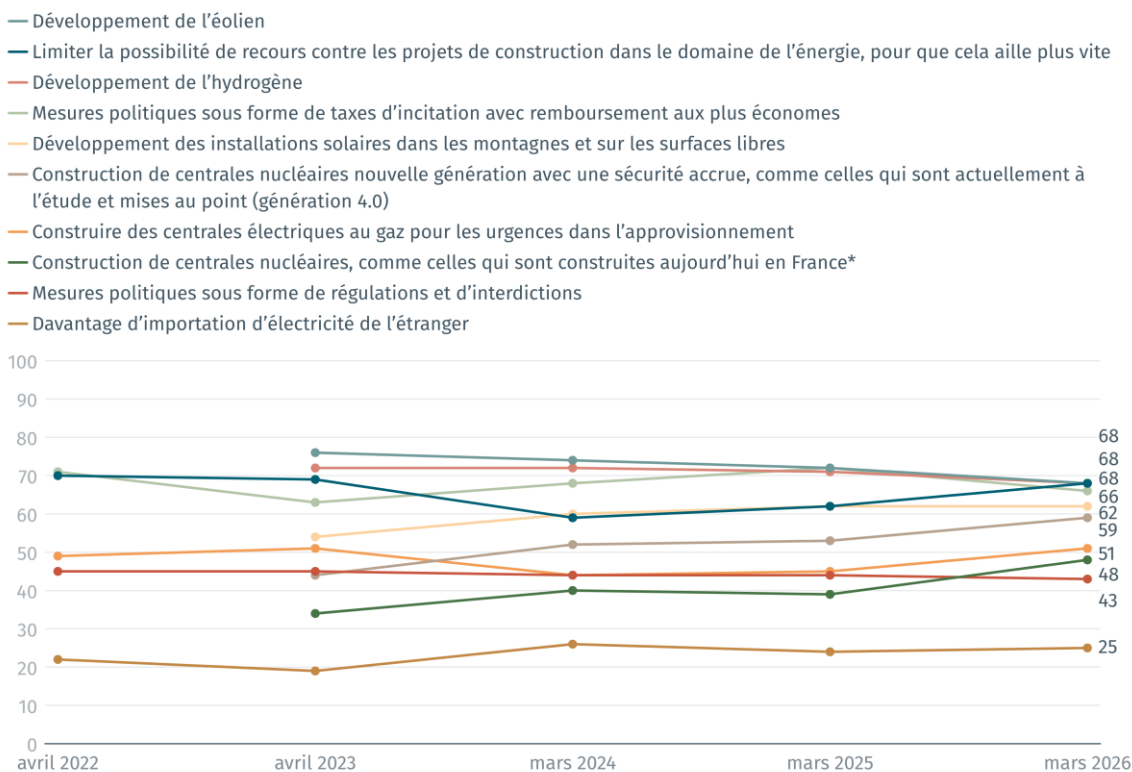
En revanche, les interventions étatiques classiques restent nettement plus controversées. Les mesures politiques sous forme de régulations et d'interdictions (43%) obtiennent des taux d'approbation comparativement plus bas. Le soutien à l'augmentation des importations d'électricité en provenance de l'étranger est encore plus faible (25%). La population mise donc nettement plus sur le développement de la production nationale d'électricité que sur une plus grande dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Graphique 7

Évolution des mesures politiques visant à remédier à la pénurie d'électricité (2/2)

Dans la sphère publique et dans l'arène politique, des mesures visant à garantir un approvisionnement fiable et durable en Suisse font régulièrement l'objet de discussions. Veuillez indiquer pour chacune des mesures suivantes si elle vous semble judicieuse.

en % du corps électoral, % très judicieux/plutôt judicieux



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête).
 *jusqu'en 2025: 'Construction de centrales nucléaires, comme celles qui sont construites aujourd'hui en France ou en Finlande'

Les mesures politiques les plus diverses visant à lutter contre une pénurie d'électricité permettent d'obtenir une large majorité au-delà des frontières des partis. En revanche, des contradictions évidentes sont perceptibles sur la question des centrales nucléaires.

Le consensus entre les partis est particulièrement marqué en ce qui concerne le développement des formes d'énergies renouvelables. Ainsi, l'énergie éolienne, l'hydrogène et les installations solaires dans les montagnes et sur les surfaces libres recueillent une majorité dans tous les camps politiques, à l'exception de l'électorat de l'UDC. De même, tous les camps politiques soutiennent majoritairement les taxes d'incitation avec remboursement aux plus économes ainsi que la limitation des droits de recours contre les projets énergétiques. En revanche, une augmentation des importations d'électricité en provenance de l'étranger est majoritairement rejetée par la gauche et la droite.

Des lignes de démarcation claires se dessinent dans le domaine de l'énergie nucléaire. Les partisans et partisanes du PLR (85%), de l'UDC (79%) et du Centre (69%) soutiennent clairement les centrales nucléaires de nouvelle génération, tandis que les Vert-e-s (20%), le PS (25%) et le PVL (25%) les rejettent par une grande majorité. La division est encore plus prononcée en ce qui concerne la construction des types de centrales

nucléaires actuels. Par rapport à la dernière enquête, la polarisation concernant la construction de centrales nucléaires selon le modèle actuel – comme c’est le cas en France, par exemple – a continué de s’accroître. Les partisans et partisanes des Vert-e-s, du PS et du PVL s’y opposent aujourd’hui avec encore plus de fermeté, tandis que celles et ceux qui s’identifient au Centre, au PLR ou à l’UDC soutiennent cette mesure avec encore plus de conviction.

Le développement de la production nationale d’électricité recueille donc une large majorité. La ligne de démarcation ne se situe pas entre le développement et le non-développement, mais au sein de la question technologique: si le consensus reste largement intact en matière d’énergies renouvelables, les positions de la gauche et de la droite divergent en revanche fortement sur la question de l’énergie nucléaire.

Graphique 8

mesures politiques visant à remédier à la pénurie d’électricité (2/2) par parti

Dans la sphère publique et dans l’arène politique, des mesures visant à garantir un approvisionnement fiable et durable en Suisse font régulièrement l’objet de discussions. Veuillez indiquer pour chacune des mesures suivantes si elle vous semble judicieuse.

en % du corps électoral, pourcentage très judicieux/plutôt judicieux

parti	Total	Les VERT-E-S	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC	sans-affiliation politique
Développement de l’éolien	68	95	89	75	64	62	47	74
Développement de l’hydrogène	68	64	70	63	62	72	66	80
Limiter la possibilité de recours contre les projets de construction dans le domaine de l’énergie, pour que cela aille plus vite	68	61	58	68	77	83	72	72
Construction de centrales nucléaires nouvelle génération avec une sécurité accrue, comme celles qui sont actuellement à l’étude et mises au point (génération 4.0)	59	20	25	25	69	85	79	76
Davantage d’importation d’électricité de l’étranger	25	29	25	20	18	31	33	15
Mesures politiques sous forme de taxes d’incitation avec remboursement aux plus économes	66	85	82	74	85	60	57	38
Développement des installations solaires dans les montagnes et sur les surfaces libres	62	79	69	68	72	54	45	66
Construire des centrales électriques au gaz pour les urgences dans l’approvisionnement	51	47	61	27	44	55	66	50
Construction de centrales nucléaires, comme celles qui sont construites aujourd’hui en France.*	48	4	15	7	50	79	75	57
Mesures politiques sous forme de régulations et d’interdictions	43	72	62	48	43	34	27	40

© gfs.bern, Sécurité d’approvisionnement 5e vague, mars-avril 2026

1.3 Loi sur l’électricité

Au cas où le développement de la production d’électricité décidé dans le cadre de la loi sur l’électricité ne suffirait pas, la population suisse continue de miser sur les énergies renouvelables plutôt que sur les centrales à gaz et nucléaires. Dans une telle situation, une majorité serait favorable à une plus grande part d’énergie solaire (56%) et

d'hydraulique (49%). Tandis que le solaire gagne en popularité par rapport à l'année précédente (+6 pp), l'hydraulique en perd légèrement (-4 pp). Près d'une personne sur trois opterait pour davantage d'énergie éolienne (29%). Les centrales nucléaires ont nettement gagné en popularité en ce qui concerne la question du manque de capacité (43%, +13 pp). Dans ce scénario, les centrales au gaz sont également plus souvent considérées comme une source alternative de production d'électricité (14%, +7 pp).

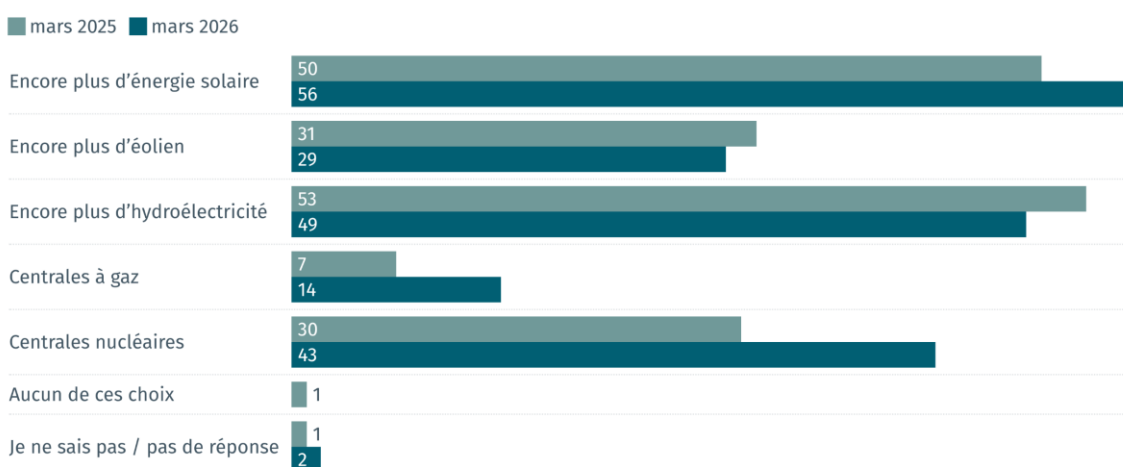
Graphique 9

Évolution des types de production supplémentaires en cas de manque de capacité

Si l'augmentation de la production d'électricité prévue par la loi sur l'électricité ne suffisait pas, quelle production supplémentaire choisiriez-vous en Suisse ?

Plusieurs réponses possibles

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N=2015)

Si, malgré tous les efforts, il n'était pas possible de construire d'autres installations d'énergie solaire, éolienne et hydraulique, la population suisse continuerait à se prononcer plutôt en faveur des centrales nucléaires (58%, +9 pp) que des centrales au gaz (26%) comme solution supplémentaire de production d'électricité.

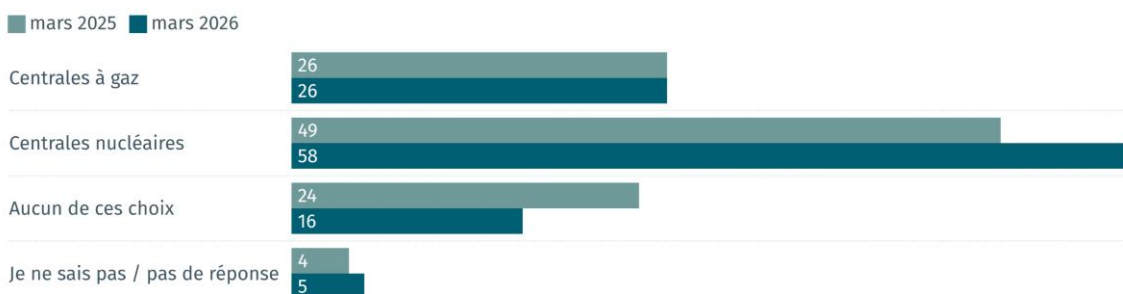
Graphique 10

Évolution des types de production supplémentaires hors solaire, éolien et hydraulique en cas de manque de capacité

Si l'augmentation de la production d'électricité prévue par la loi sur l'électricité ne suffisait pas et si, malgré tous les efforts, il n'était pas possible de développer davantage le solaire, l'éolien et l'hydraulique, quelle production supplémentaire choisiriez-vous en Suisse ?

Plusieurs réponses possibles

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N=2015)

1.4 Installations de production d'électricité

En ce qui concerne la localisation concrète des nouvelles installations énergétiques, certains changements ont également été constatés par rapport à l'année précédente.

Les grandes installations solaires sur des infrastructures déjà en place, comme les autoroutes ou les barrages, restent de loin les plus largement soutenues. 94% des électrices et électeurs approuvent de tels emplacements. En 2026, l'utilisation d'installations solaires sur des toits et des façades adaptés a également reçu une forte approbation, même si cela nuit à l'esthétique traditionnelle des lieux (70%). Le développement de l'énergie solaire conserve ainsi une forte légitimité sociale tant que des surfaces déjà en place peuvent être exploitées.

En outre, on constate également une ouverture relativement élevée aux interventions dans les espaces alpins. Ainsi, bien qu'un peu moins soutenue, la création de nouveaux lacs de barrage sur d'anciens sites glaciaires continue d'être approuvée par une majorité (70%, -6 pp). De plus, 59% de la population ne s'opposent pas à l'installation d'éoliennes sur les collines ou à proximité d'immeubles résidentiels. L'acceptation de nouvelles infrastructures énergétiques visibles dans le paysage reste donc majoritaire, ce qui reflète l'importance accordée à la production nationale d'électricité. Les grandes installations solaires en montagne, sur des prairies libres, sont également acceptées par une petite majorité (52%).

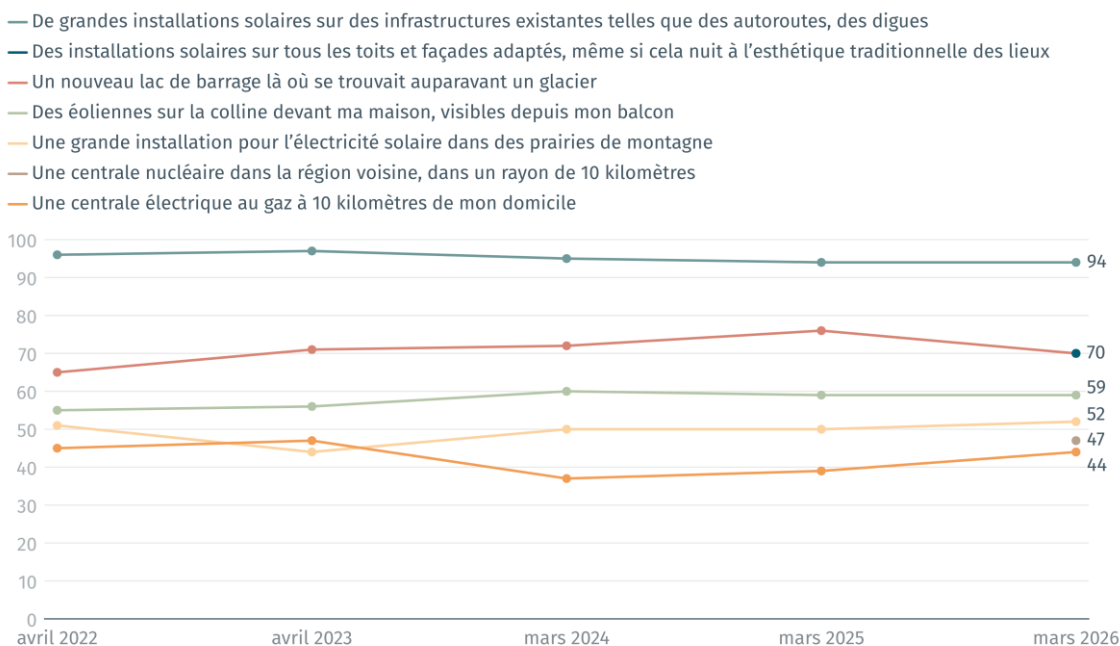
47% ne s'opposent pas à l'installation d'une centrale nucléaire dans une région voisine située dans un rayon de dix kilomètres. L'attitude à l'égard des solutions fossiles reste un peu plus réservée. La présence d'une centrale au gaz à dix kilomètres du domicile n'est soutenue que par 44% (+5 pp) et reste donc nettement en deçà des formes renouvelables de production d'électricité.

Graphique 11

Évolution de l'emplacement des nouvelles installations de production d'électricité

L'emplacement de nouvelles installations de production d'électricité suscite également régulièrement des discussions. Vous trouverez ci-après différentes possibilités d'emplacement pour de telles installations. Veuillez préciser pour chaque possibilité si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec un tel emplacement.

en % du corps électoral, totalement d'accord/plutôt d'accord



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête).

1.5 Initiative «Stop au blackout»

L'ouverture croissante à l'égard d'une approche ouverte sur le plan technologique se reflète également dans l'initiative dite «Stop au blackout». Après que les résultats précédents ont mis en évidence une acceptation croissante de l'énergie nucléaire ainsi qu'une attention accrue portée à la sécurité de l'approvisionnement, l'initiative elle-même dispose désormais d'une potentielle base majoritaire.

Si l'initiative «Stop au blackout» était votée aujourd'hui, 55% des citoyennes et citoyens suisses seraient plutôt ou clairement d'accord, tandis que 36% rejetteraient le projet. En 2025, la proportion de «oui» n'était encore que de 46%. L'initiative a donc gagné du soutien en l'espace d'un an¹. La part des personnes indécises reste relativement faible (9%). Dans le même temps, à peine une personne sur sept rejetterait ou accepterait clairement l'initiative à l'heure actuelle, ce qui montre que le débat n'est pas encore clos, mais que les opinions exprimées jusqu'à présent tendent à s'assouplir, créant ainsi des incertitudes quant aux intentions de vote actuelles, même si aucun nouveau clivage marqué ne s'est encore dessiné.

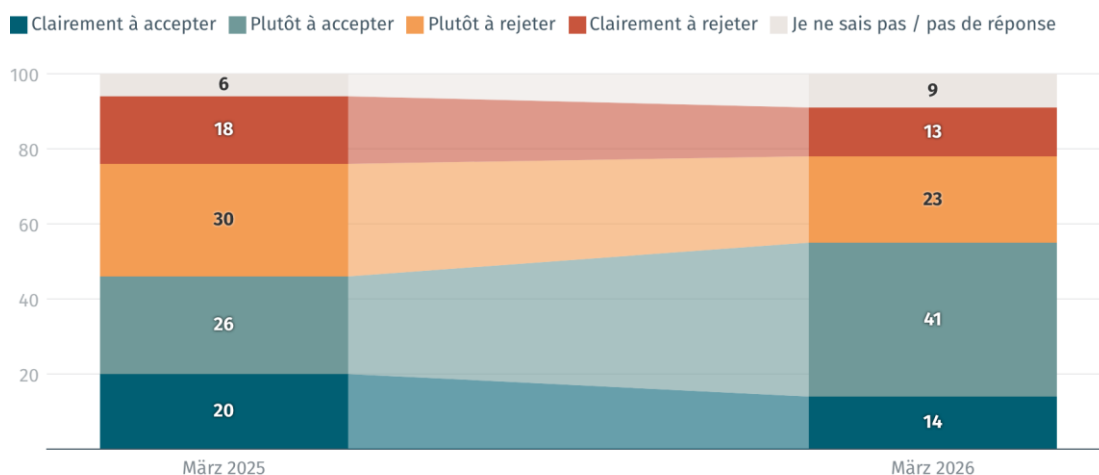
¹ Par rapport à l'enquête de l'année dernière, la question a été légèrement modifiée en supprimant la mention «y compris l'énergie nucléaire», ce qui la rapproche du texte de l'initiative.

Graphique 12

Évolution des intentions de vote concernant l'initiative « Stop au Blackout »

L'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)» exige que la Suisse ancre dans la Constitution que l'approvisionnement en électricité doit être garanti en tout temps. Elle demande également que, pour garantir l'approvisionnement, toutes les capacités de production d'électricité respectueuses du climat soient autorisées, sans interdiction de technologie ou d'autorisation. Si le vote sur l'initiative «Stop au blackout» avait lieu dès aujourd'hui, comment voteriez-vous?*

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

*Formulation de la question en 2025 : 'L'initiative populaire «De l'électricité pour tous, à tout moment (Stop au black-out)» demande que la Suisse garantisse un approvisionnement électrique sûr à tout moment et qu'aucune technologie – y compris l'énergie nucléaire – ne soit exclue. Si l'on votait dès aujourd'hui sur cette initiative dite «du black-out», comment voteriez-vous ?'

L'intention de vote sur l'initiative «Stop au blackout» suit des schémas politiques identifiables dans l'ensemble, mais n'est pas univoque dans tous les camps. L'initiative est le plus clairement soutenue par les partisans et partisanes du PLR, 72% étant plutôt ou clairement d'accord. L'approbation prédomine également parmi les électrices et électeurs sans inclination politique (60%), ainsi que parmi les partisans et partisanes du Centre (59%) et de l'UDC (59%). Ainsi, le projet trouve surtout un soutien dans les milieux bourgeois et chez les personnes non liées à un parti.

La situation est différente dans le camp de gauche. Parmi les sympathisantes et sympathisants des Vert-e-s, le rejet l'emporte avec 73% qui se prononcent clairement contre l'initiative. L'électorat du PS se montre en revanche moins unanime et approuve de justesse le projet avec 51%. Cette divergence par rapport au schéma habituel en matière de centrales nucléaires est probablement due au fait que le texte de l'initiative ne mentionne pas explicitement l'énergie nucléaire et qu'il met davantage l'accent sur la sécurité d'approvisionnement et l'ouverture technologique. On peut s'attendre à ce que le taux d'approbation parmi les sympathisantes et sympathisants du PS diminue à mesure que la connaissance de l'initiative augmente.

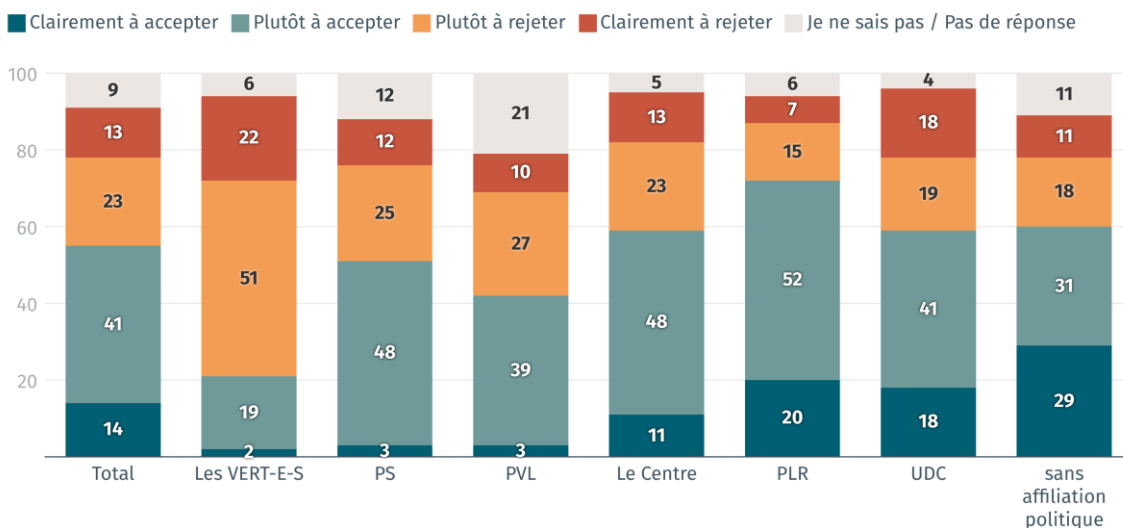
Enfin, du côté du PVL, le rejet prédomine légèrement, même si dans ce groupe, une personne sur cinq ne se positionne pas encore clairement.

Graphique 13

Intention de vote concernant l'initiative « Stop au Blackout » par parti

L'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)» exige que la Suisse ancre dans la Constitution que l'approvisionnement en électricité doit être garanti en tout temps. Elle demande également que, pour garantir l'approvisionnement, toutes les capacités de production d'électricité respectueuses du climat soient autorisées, sans interdiction de technologie ou d'autorisation. Si le vote sur l'initiative «Stop au blackout» avait lieu dès aujourd'hui, comment voteriez-vous?

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (n=906), sig., V de Cramér = 0.17

En revanche, la situation est un peu plus ambivalente en ce qui concerne le contre-projet, lequel se limite à la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Bien que 50% des personnes interrogées s'y déclarent favorables, le rejet reste relativement élevé (44%). La polarisation est également plus marquée: la proportion de rejets fermes (22%) est nettement plus élevée que pour l'initiative.

La polarisation accrue du contre-projet se reflète également dans les affinités politiques. Par rapport à l'initiative «Stop au blackout» formulée de manière plus large, les opinions semblent déjà nettement plus tranchées ici: alors que l'approbation domine clairement dans le camp bourgeois, le rejet est très net chez les partisans et partisanes de gauche. La focalisation explicite sur la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires ravive ainsi les clivages traditionnels en matière de politique énergétique.

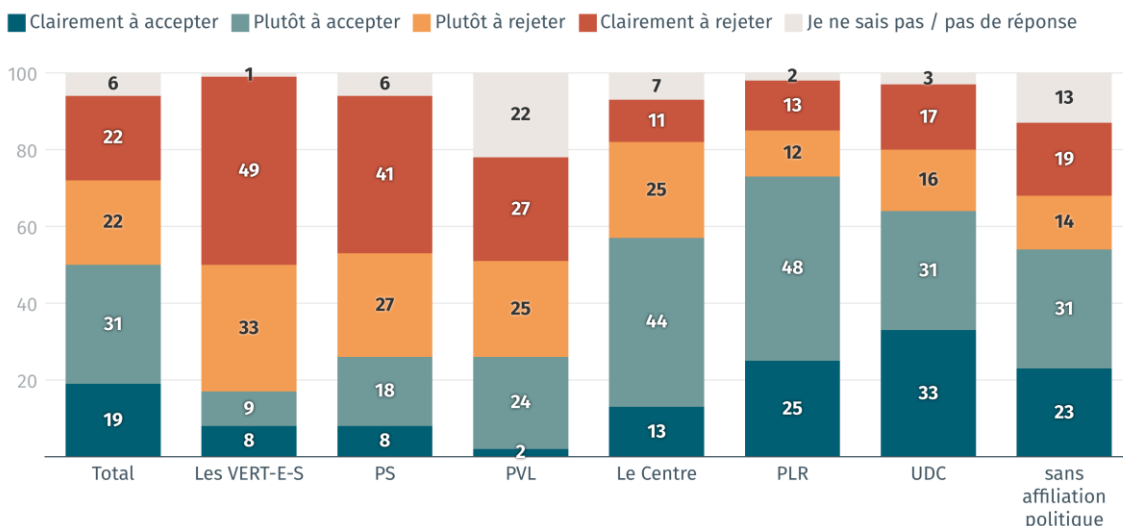
L'attitude des sympathisantes et sympathisants du PVL est également frappante. Contrairement à celle observée pour l'initiative «Stop au blackout», le rejet prédomine (51%), tandis que seulement 26% y sont favorables. Dans le même temps, la part des personnes indécises reste relativement élevée (22%). Les opinions sur le contre-projet suivent donc davantage le schéma classique gauche/droite que pour l'initiative elle-même. La question directe des centrales nucléaires conduit manifestement à des positions plus claires et mieux ancrées au sein des différents camps politiques.

Graphique 14

Intention de vote sur la contre-proposition à l'initiative « Stop au Blackout » par parti

Le contre-projet à l'initiative «Stop au blackout» vise quant à lui à rayer de la loi l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, sans toutefois reprendre les autres éléments de l'initiative. Si le vote du contre-projet avait lieu dès aujourd'hui, comment voteriez-vous?

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (n=906), sig., V de Cramér = 0.24

Avec l'approbation croissante de l'initiative «Stop au blackout», la perception des arguments associés se déplace également. Le lien entre sécurité d'approvisionnement, stabilité économique et ouverture technologique rencontre un écho particulièrement fort.

Les réflexions relatives à la politique économique et à la politique d'approvisionnement sont celles qui recueillent le plus d'approbation. 73% des personnes interrogées estiment qu'un approvisionnement fiable en électricité renforce l'économie et encourage les entreprises à rester en Suisse, et que la construction de nouvelles centrales nucléaires ne résoudrait pas les problèmes d'approvisionnement à court terme. Parallèlement, 70% soulignent que toutes les technologies respectueuses du climat, y compris l'énergie nucléaire, doivent être utilisées et faire l'objet de débats. L'idée selon laquelle la combinaison de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables serait judicieuse est également largement partagée (62%).

L'évolution de l'argumentaire concernant les énergies renouvelables est également notable. Aujourd'hui, une majorité de 55% soutient l'affirmation selon laquelle le solaire et l'éolien ne garantiraient pas l'approvisionnement en électricité et qu'il faudrait donc des centrales nucléaires (+11 pp). Cela reflète les préoccupations croissantes concernant la sécurité d'approvisionnement. En revanche, l'idée selon laquelle l'adoption de l'initiative entraînerait la création de nouvelles centrales nucléaires, avec des coûts élevés et des risques importants à long terme, recule légèrement (54%, -4 pp). Près de la moitié des personnes sont également convaincues que les centrales nucléaires sont nécessaires pour répondre aux besoins énergétiques importants des centres de calcul liés à l'IA

(49%). En revanche, l'affirmation selon laquelle l'initiative empêcherait les investissements dans les énergies renouvelables et freinerait les progrès perd beaucoup de terrain (-10 pp). Cet argument passe ainsi pour la première fois sous la barre de la majorité. Or, selon l'analyse d'impact, il s'agirait là du principal moteur du rejet de l'initiative et du contre-projet.

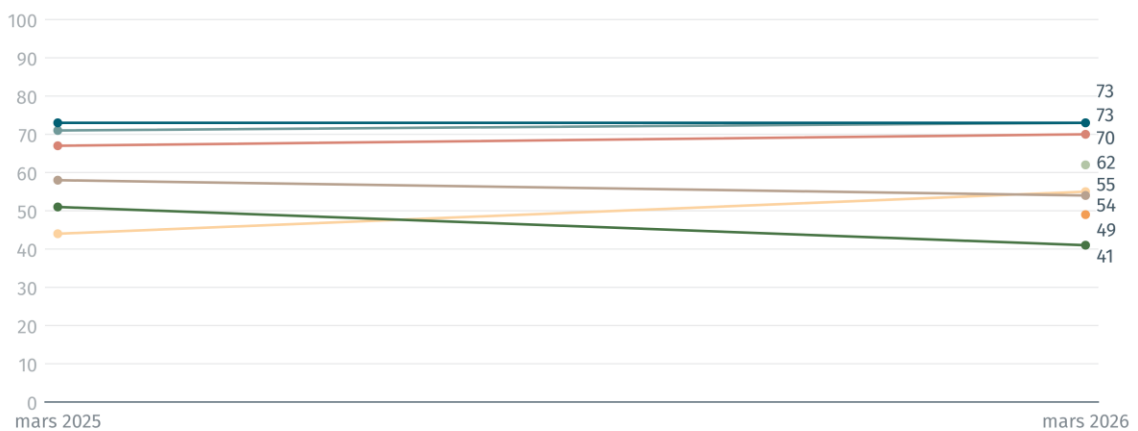
Graphique 15

Évolution des déclarations concernant l'initiative « Stop au blackout »

On entend régulièrement les affirmations suivantes au sujet de l'initiative «Stop au blackout». Veuillez préciser pour chacune de ces affirmations si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.

en % du corps électoral, % tout à fait d'accord/plutôt d'accord

- Un approvisionnement fiable en électricité renforce l'économie et évite que les entreprises ne se délocalisent en raison de l'insécurité de l'approvisionnement en électricité
- La construction de nouvelles centrales nucléaires prendrait des décennies et ne résoudrait pas les problèmes d'approvisionnement à court terme
- Au lieu de se focaliser sur des types de production d'électricité spécifiques, toutes les technologies respectueuses du climat doivent être utilisées et débattues, y compris l'énergie nucléaire
- Les centrales nucléaires et les énergies renouvelables ne sont pas contradictoires, mais se complètent judicieusement
- En hiver, le soleil et le vent ne peuvent pas garantir l'approvisionnement en électricité, c'est pourquoi les centrales nucléaires sont nécessaires
- L'adoption de l'initiative conduira à la construction de nouvelles centrales nucléaires, ce qui entraînera des coûts élevés et des risques importants à long terme
- Les centrales nucléaires sont nécessaires pour couvrir les importants besoins en énergie des centres de calcul dédiés à l'IA
- L'initiative empêche les investissements dans les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et éolienne et freine ainsi les véritables progrès



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête)

Les différences entre les camps politiques se manifestent non seulement dans l'intention de vote directe sur l'initiative «Stop au blackout», mais aussi dans le rapport entre l'indice basé sur les arguments et l'approbation concrète du projet. En principe, on peut s'attendre à ce que l'approbation des arguments et l'intention de vote coïncident le plus étroitement possible. Si tel n'est pas le cas, cela indique que le projet n'est pas interprété de manière cohérente avec l'appréciation des arguments.

C'est le cas des sympathisantes et sympathisants du PS, du PVL et en particulier des Vert-e-s, car l'approbation de l'initiative est plus élevée que ne le laisserait supposer l'indice basé sur les arguments comparativement faible. Cela montre clairement qu'à mesure que l'on se familiarise avec l'initiative, la proportion de «oui» devrait diminuer, en

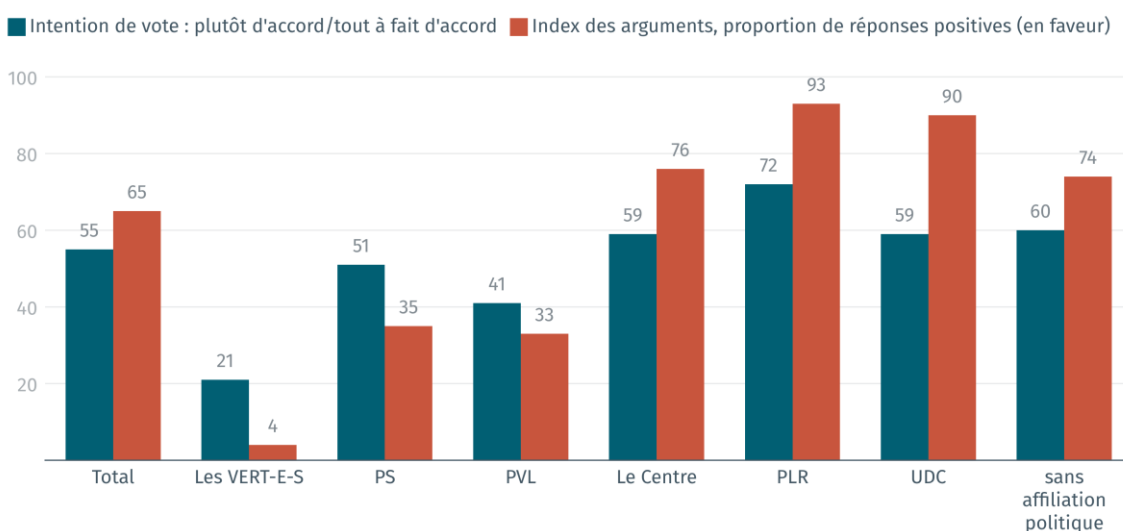
particulier dans le camp de gauche. À l'inverse, chez les partisans et partisanes du Centre, du PLR et surtout de l'UDC, l'indice basé sur les arguments est plus élevé que la propension à voter. Bien que les arguments de fond aient un fort impact, une partie des partisans et partisanes semble faire preuve de plus de réticence vis-à-vis du projet concret que ce à quoi on pourrait s'attendre sur la base de l'évaluation des arguments. La différence notable entre l'argumentation et les intentions de vote montre également que le débat sur cette question n'est pas encore clos au sein de la population.

Graphique 16

Soutien à l'initiative « Stop le Blackout » vs. index des arguments* par parti

L'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)» exige que la Suisse ancre dans la Constitution que l'approvisionnement en électricité doit être garanti en tout temps. Elle demande également que, pour garantir l'approvisionnement, toutes les capacités de production d'électricité respectueuses du climat soient autorisées, sans interdiction de technologie ou d'autorisation. Si le vote sur l'initiative «Stop au blackout» avait lieu dès aujourd'hui, comment voteriez-vous?

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (n = 912)

*Explication de l'indice des arguments : les arguments sont recodés en fonction de leur importance pour l'intention de vote. Dans ce cadre, l'adhésion aux arguments « pour » et le rejet des arguments « contre » sont définis comme positifs, tandis que le rejet des arguments « pour » et l'adhésion aux arguments « contre » sont définis comme négatifs. Ce calcul est effectué pour chaque argument, puis les résultats sont additionnés. Si le total est positif, il y a un excédent d'approbation argumentative ; s'il est négatif, il y a un rejet argumentatif.

1.6 Accord sur l'électricité et libéralisation du marché

Après avoir atteint son plus haut niveau l'année dernière, le soutien d'un accord sur l'électricité avec l'UE connaît à nouveau un certain ralentissement en 2026. Il reste néanmoins clairement majoritaire et se maintient à un niveau relativement élevé.

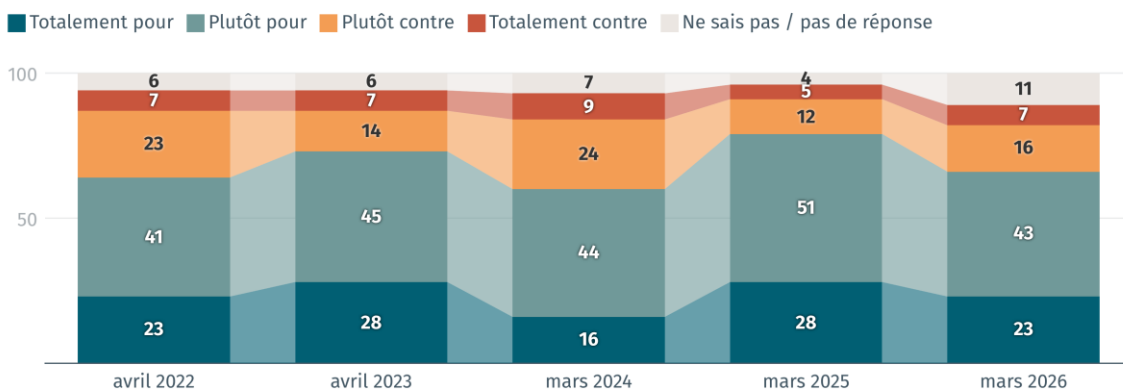
Actuellement, 66% des personnes interrogées se prononcent fortement ou plutôt en faveur d'un accord sur l'électricité avec l'UE. Cela correspond à une baisse de 13 points de pourcentage par rapport à 2025. En parallèle, l'opposition augmente à nouveau légèrement: 23% sont plutôt ou très contre (+6 pp). Malgré ce recul, l'approbation reste nettement plus élevée qu'en 2022 ou 2024. L'accord sur l'électricité continue d'être perçu par une large majorité comme une contribution judicieuse à la sécurité d'approvisionnement.

Graphique 17

Évolution de l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE

Les Bilatérales III sont un traité entre la Suisse et l'Union européenne qui vise à stabiliser et à développer les accords bilatéraux existants ainsi qu'à conclure de nouveaux accords de coopération. Un élément important de ce paquet réside dans un accord sur l'électricité avec l'UE. Celui-ci doit garantir la collaboration dans le domaine de la stabilité du réseau, simplifier le négoce d'électricité et renforcer la sécurité d'approvisionnement. Êtes-vous en principe très favorable, plutôt favorable, plutôt contre ou totalement contre la conclusion d'un accord sur l'électricité ?*

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (N = environ 1010 dans chaque enquête).

*Formulation de la question en 2025 : 'Les accords bilatéraux III sont un projet de convention entre la Suisse et l'Union européenne qui vise à actualiser et à élargir les accords bilatéraux existants. Un élément clé de ces négociations est la conclusion d'un accord sur l'électricité. Celui-ci doit garantir la collaboration dans le domaine de la stabilité du réseau, simplifier le négoce d'électricité et renforcer la sécurité d'approvisionnement. Êtes-vous en principe très favorable, plutôt favorable, plutôt contre ou totalement contre la conclusion d'un accord sur l'électricité?'

L'approbation de principe de l'accord sur l'électricité touche de larges pans de l'échiquier politique, mais varie en fonction des affinités politiques. Le soutien des partisans et partisans des Vert-e-s reste particulièrement élevé, puisque 93% se prononcent plutôt ou clairement en faveur d'un accord sur l'électricité. L'approbation prédomine également nettement du côté du PS (76%), du PVL (74%), du PLR (68%) et du Centre (67%).

Les partisans et partisans de l'UDC sont à nouveau les plus critiques. Même si la moitié d'entre elles et eux sont encore favorables à un accord sur l'électricité avec l'UE (51%), avec 42%, le rejet est nettement plus élevé que dans tous les autres grands camps politiques. Le scepticisme accru à l'égard de l'intégration politique européenne reste donc également visible dans le domaine de l'approvisionnement en électricité.

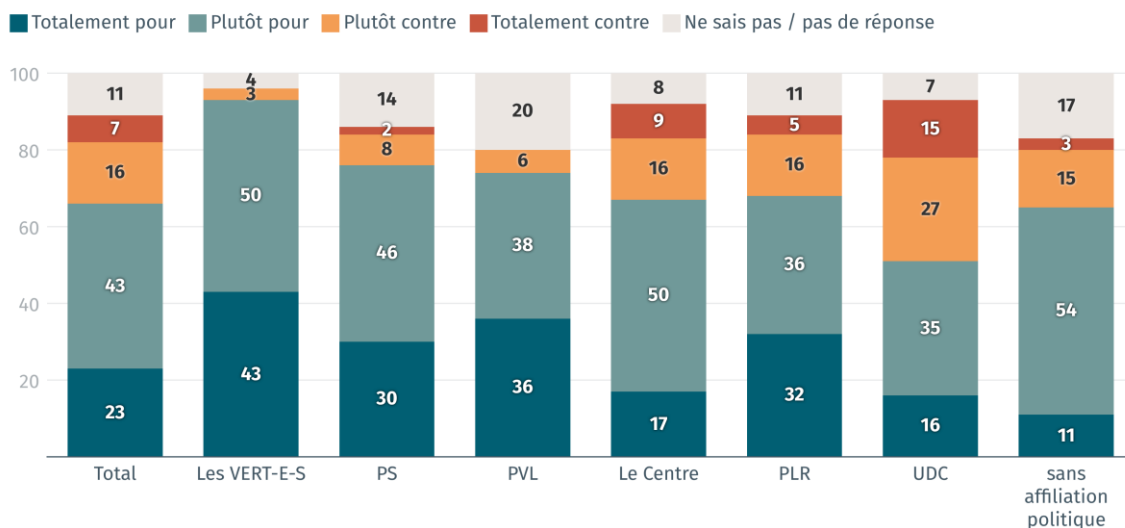
Il est également frappant de constater que si les personnes non liées à un parti se prononcent majoritairement en faveur d'un accord sur l'électricité (65%), elles sont toutefois relativement nombreuses à rester indécises (17%). Cela indique que la formation de l'opinion, en l'absence d'une orientation politique claire, demeure moins tranchée.

Graphique 18

Accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE, par parti

Les Bilatérales III sont un traité entre la Suisse et l'Union européenne qui vise à stabiliser et à développer les accords bilatéraux existants ainsi qu'à conclure de nouveaux accords de coopération. Un élément important de ce paquet réside dans un accord sur l'électricité avec l'UE. Celui-ci doit garantir la collaboration dans le domaine de la stabilité du réseau, simplifier le négoce d'électricité et renforcer la sécurité d'approvisionnement. Êtes-vous en principe très favorable, plutôt favorable, plutôt contre ou totalement contre la conclusion d'un accord sur l'électricité?

en % du corps électoral



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (n=906), sig., V de Cramér = 0.2

Les différences dans l'approbation de l'accord sur l'électricité se manifestent non seulement en fonction des affinités politiques, mais aussi clairement entre les différents groupes de la population. Ainsi, le soutien est nettement plus élevé chez les électrices et électeurs de plus de 65 ans que chez les plus jeunes. Des différences apparaissent également entre les régions linguistiques. Avec 72%, l'approbation est nettement plus élevée en Suisse romande qu'en Suisse alémanique et en Suisse italienne (64% chacune). L'accord sur l'électricité bénéficie ainsi d'un soutien supérieur à la moyenne, notamment en Suisse romande.

Les divergences sont particulièrement marquées en ce qui concerne les positions de base en matière de politique énergétique. Les personnes plutôt ou tout à fait d'accord avec la politique énergétique suisse sont nettement plus enclines à soutenir un accord sur l'électricité (83%) que les détractrices et détracteurs de la politique énergétique actuelle (50%). Il en va de même pour la perception de la sécurité d'approvisionnement future: celles et ceux qui ne se soucient pas de l'approvisionnement en électricité sont nettement plus favorables à l'accord (77%) que les personnes qui s'inquiètent de la sécurité d'approvisionnement future (62%).

Graphique 19

Accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE, par sous-groupes

Les Bilatérales III sont un traité entre la Suisse et l'Union européenne qui vise à stabiliser et à développer les accords bilatéraux existants ainsi qu'à conclure de nouveaux accords de coopération. Un élément important de ce paquet réside dans un accord sur l'électricité avec l'UE. Celui-ci doit garantir la collaboration dans le domaine de la stabilité du réseau, simplifier le négoce d'électricité et renforcer la sécurité d'approvisionnement. Êtes-vous en principe très favorable, plutôt favorable, plutôt contre ou totalement contre la conclusion d'un accord sur l'électricité?

en % du corps électoral

● Accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE

Total



Âge



Sexe



Langue



Accord sur la politique énergétique de la Suisse



La sécurité d'approvisionnement à l'avenir



© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026

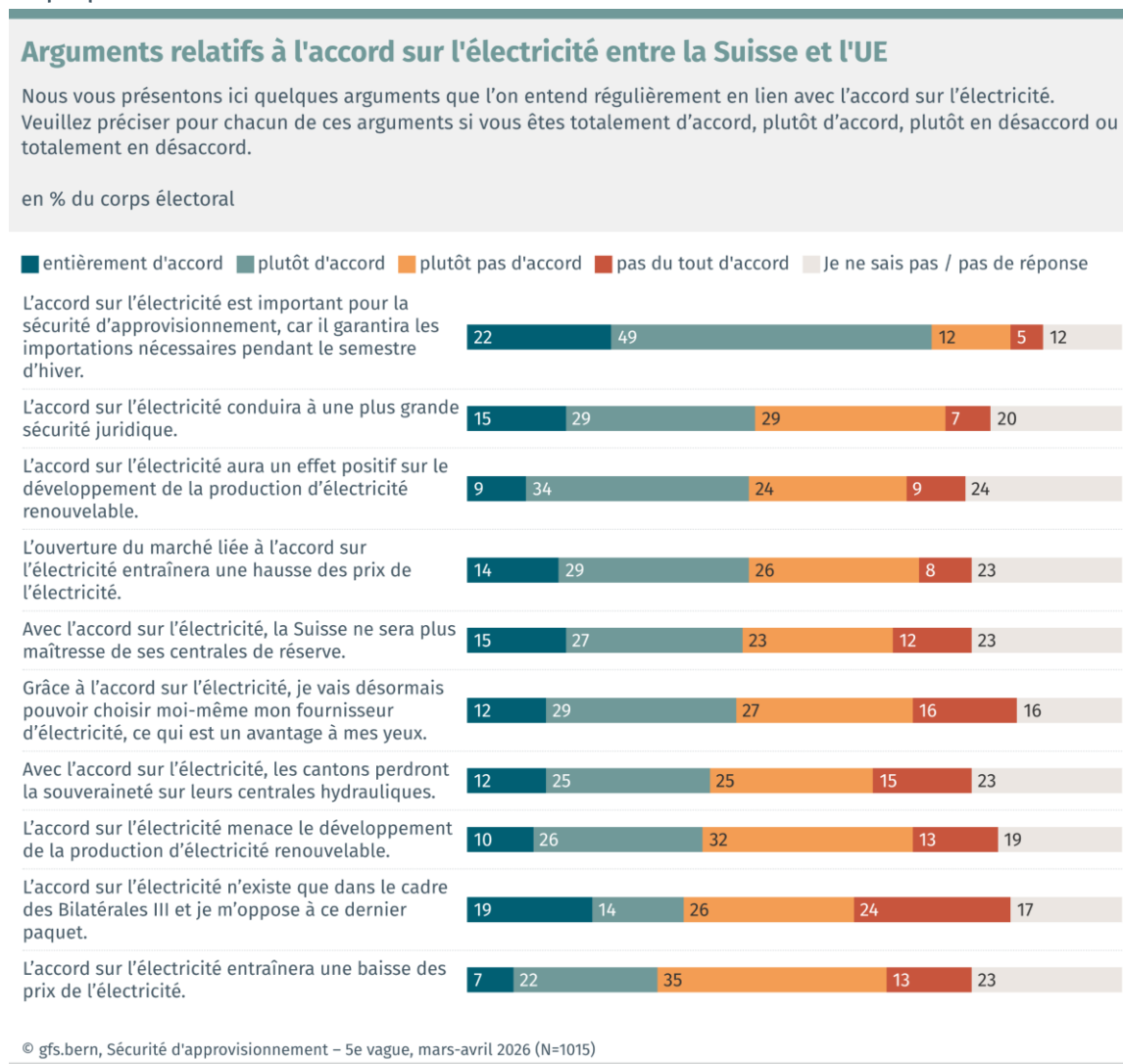
Les arguments relatifs à l'accord sur l'électricité sont souvent jugés ambivalents et marqués par l'incertitude. Bien que l'accord reste majoritairement associé à la sécurité d'approvisionnement, de nombreuses implications concrètes restent floues pour une partie importante de la population. La forte proportion de personnes sans position claire est particulièrement notable, ce qui indique encore un manque de stabilité dans les opinions. Cela est probablement lié aux nombreuses incertitudes géopolitiques actuelles qui touchent directement l'approvisionnement en énergie et le marché européen de l'énergie.

L'argument le plus convaincant est celui concernant la sécurité d'approvisionnement. 71% estiment que l'accord sur l'électricité est important parce qu'il garantit les importations d'électricité nécessaires en hiver. Selon l'analyse d'impact, il s'agirait là d'un facteur central pour le soutien à l'accord sur l'électricité. En ce qui concerne les autres arguments, les opinions sont nettement plus partagées. Ainsi, 44% sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'accord sur l'électricité apporterait plus de sécurité

juridique. De même, 36% se prononcent contre, tandis que 20% ne prennent pas de position claire. Des résultats similaires apparaissent concernant les effets sur le développement des énergies renouvelables ou sur une éventuelle hausse des prix de l'électricité liée à l'ouverture du marché.

En ce qui concerne les questions relatives à la souveraineté nationale, le tableau reste également hétérogène. 42% craignent qu'en raison de l'accord sur l'électricité, la Suisse perde en autonomie sur ses centrales de réserve, contre 35% qui ne partagent pas cette inquiétude. L'incertitude est aussi particulièrement marquée sur les aspects institutionnels: près d'une personne sur quatre ne se prononce pas sur une éventuelle perte de compétence des cantons sur leur hydraulique. Enfin, l'argument selon lequel l'accord sur l'électricité entraînerait une baisse des prix de l'électricité est particulièrement peu convaincant. Seuls 29% sont d'accord avec cette affirmation, tandis que près de la moitié la rejettent. En revanche, le lien avec les Bilatérales III suscite plus d'approbation que de scepticisme.

Graphique 20



Les arguments relatifs à l'accord sur l'électricité sont évalués de manière très différente en fonction des affinités politiques. Dans tous les camps politiques, l'argument de la sécurité d'approvisionnement est le plus prisé. L'approbation est particulièrement élevée

chez les partisans et partisanes du Centre (87%), des Vert-e-s (82%) et du PS (80%). Même au sein de l'UDC, une nette majorité est d'accord pour dire que l'accord sur l'électricité est important pour garantir les importations d'électricité nécessaires en hiver (63%). La sécurité d'approvisionnement reste donc de loin le principal point de convergence dans les débats. Il est également frappant de constater que les accords bilatéraux III sont davantage perçus comme un fardeau, en particulier dans un environnement conservateur et chez les électrices et électeurs sans inclination politique. Alors que cet argument n'est guère retenu par les Vert-e-s ou le PVL, 47% des sympathisantes et sympathisants de l'UDC et 51% des personnes non liées à un parti rejettent l'accord sur l'électricité précisément en raison de son lien avec les accords bilatéraux III.

On distingue ainsi dans l'argumentation relative à l'accord sur l'électricité un schéma très similaire à celui du positionnement à l'égard des accords bilatéraux en général. Bien que l'accord sur l'électricité soit associé à la sécurité d'approvisionnement dans presque tous les camps politiques, l'évaluation des conséquences concrètes dépend fortement de la manière dont la coopération européenne, la régulation étatique et la souveraineté nationale sont fondamentalement envisagées.

Graphique 21

Arguments en faveur de l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE, par parti

Nous vous présentons ici quelques arguments que l'on entend régulièrement en lien avec l'accord sur l'électricité. Veuillez préciser pour chacun de ces arguments si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.

en % du corps électoral
Pourcentage de personnes tout à fait d'accord/plutôt d'accord

Parti	Total	Les VERT-E-S	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC	sans affiliation politique
Arguments en faveur								
L'accord sur l'électricité est important pour la sécurité d'approvisionnement car il garantira les importations nécessaires pendant le semestre d'hiver.	71	82	80	61	87	75	63	59
L'accord sur l'électricité conduira à une plus grande sécurité juridique.	44	41	46	50	54	44	40	53
L'accord sur l'électricité aura un effet positif sur le développement de la production d'électricité renouvelable.	43	52	51	45	50	47	30	33
Grâce à l'accord sur l'électricité je vais désormais pouvoir choisir moi-même mon fournisseur d'électricité ce qui est un avantage à mes yeux.	41	53	53	41	51	45	37	26
L'accord sur l'électricité entraînera une baisse des prix de l'électricité.	29	18	30	35	35	38	22	25
Arguments contraires								
L'ouverture du marché liée à l'accord sur l'électricité entraînera une hausse des prix de l'électricité.	43	28	30	20	51	38	64	47
Avec l'accord sur l'électricité la Suisse ne sera plus maîtresse de ses centrales de réserve.	42	16	29	12	39	39	69	48
Avec l'accord sur l'électricité les cantons perdront la souveraineté sur leurs centrales hydrauliques.	38	13	29	11	43	41	53	35
L'accord sur l'électricité menace le développement de la production d'électricité renouvelable.	35	19	26	16	40	33	47	41
L'accord sur l'électricité n'existe que dans le cadre des Bilatérales III et je m'oppose à ce dernier paquet.	33	9	16	2	34	29	47	51

© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026

L'analyse d'impact révèle les arguments qui influencent particulièrement l'approbation de l'accord sur l'électricité. Ce qui est décisif, ce sont moins les questions idéologiques ou institutionnelles que les attentes concrètes en matière de sécurité d'approvisionnement et de stabilité.

C'est l'argument de la sécurité juridique qui a le plus d'influence positive sur l'approbation. Les personnes qui adhèrent à l'affirmation selon laquelle l'accord sur l'électricité renforce la sécurité juridique sont 32 points de pourcentage plus susceptibles d'approuver cet accord. L'argument de la sécurité d'approvisionnement est également très efficace: quiconque considère l'accord sur l'électricité comme important pour la couverture des importations nécessaires en hiver est 26 points de pourcentage plus susceptible d'approuver le projet. Le débat autour d'éventuelles lacunes dans l'approvisionnement en hiver reste donc crucial pour l'acceptation de l'accord.

D'un autre côté, les craintes relatives à la transition énergétique ont notamment un effet dissuasif sur l'approbation: les personnes qui estiment que l'accord sur l'électricité compromet le développement des énergies renouvelables sont 18 points de pourcentage moins susceptibles d'approuver le projet. Les préoccupations relatives à la perte de souveraineté cantonale sur l'énergie hydraulique sont également importantes (-16 pp).

Graphique 22

Influence des arguments sur la probabilité d'approuver l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE

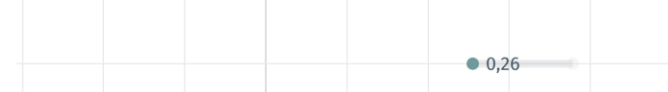
Exemple d'interprétation : les personnes qui estiment que l'accord sur l'électricité renforce la sécurité juridique sont 32 points de pourcentage plus susceptibles d'approuver l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE (tous les autres facteurs restant constants).

corps électoral

L'accord sur l'électricité conduira à une plus grande sécurité juridique.



L'accord sur l'électricité est important pour la sécurité d'approvisionnement, car il garantira les importations nécessaires pendant le semestre d'hiver.



L'accord sur l'électricité aura un effet positif sur le développement de la production d'électricité renouvelable.



Grâce à l'accord sur l'électricité, je vais désormais pouvoir choisir moi-même mon fournisseur d'électricité, ce qui est un avantage à mes yeux.



L'ouverture du marché liée à l'accord sur l'électricité entraînera une hausse des prix de l'électricité.



Avec l'accord sur l'électricité



Avec l'accord sur l'électricité



L'ouverture du marché liée à l'accord sur l'électricité entraînera une hausse des prix de l'électricité.



-0,3 -0,2 -0,1 0 0,1 0,2 0,3 0,4 0,5

© gfs.bern, Sécurité d'approvisionnement – 5e vague, mars-avril 2026 (n = 544). Variables de contrôle supplémentaires : sexe, âge, régions linguistiques, type d'habitat. La zone grise indique l'intervalle de confiance à 95 %.

2 Synthèses

Nous rassemblons les conclusions de cette étude sous les thèses suivantes:

LA SÉCURITÉ
D'APPROVI-
SIONNEMENT
COMME
PRIORITÉ
CENTRALE

En 2026, le soutien aux énergies renouvelables reste largement majoritaire, même si les motivations évoluent. Les énergies renouvelables sont de moins en moins associées exclusivement à la lutte contre le changement climatique, et de plus en plus à la sécurité d'approvisionnement et à la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Parallèlement, les inquiétudes augmentent quant à la capacité de la politique énergétique actuelle à garantir l'approvisionnement à long terme en électricité. L'urgence d'agir dans le domaine de la politique énergétique se fait donc de plus en plus ressentir.

LA PRODUC-
TION NATIO-
NALE GAGNE
EN IMPOR-
TANCE

Dans la gestion des conflits d'objectifs au sein de la politique énergétique, la sécurité d'approvisionnement, la stabilité des prix de l'électricité et le développement de la production nationale d'électricité revêtent une nouvelle importance. La population se montre de plus en plus disposée à accepter des interventions dans la protection des paysages ou un assouplissement des procédures d'autorisation pour le développement de la production d'énergie. Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables reste clairement prioritaire, en particulier pour le solaire et l'hydraulique. La transition énergétique continue donc réunir une majorité, mais doit davantage être conciliée avec la sécurité d'approvisionnement et la stabilité économique.

L'ÉNERGIE
NUCLÉAIRE
PERD
SON CARAC-
TÈRE EXCEP-
TIONNEL

La nette ouverture à l'égard de l'énergie nucléaire est particulièrement frappante. La poursuite de l'exploitation des centrales en place comme la construction de nouvelles installations de nouvelle génération bénéficient désormais d'un large soutien. Parallèlement, les doutes augmentent quant à la capacité des énergies renouvelables à couvrir à elles seules les besoins futurs en électricité. Le débat évolue ainsi d'une position plutôt défavorable à l'énergie nucléaire vers une discussion plus pragmatique sur la sécurité d'approvisionnement et l'ouverture technologique. L'initiative «Stop au blackout» en profite également et bénéficie désormais d'un soutien majoritaire. Parallèlement, à l'heure actuelle, à peine une personne sur sept est clairement pour ou contre l'initiative. Le débat n'est pas encore clos: les opinions exprimées jusqu'à présent s'assouplissent peu à peu et les intentions de vote actuelles sont incertaines, même si aucun nouveau clivage marqué ne s'est encore dessiné.



Malgré la stabilité de nombreuses positions de fond, les questions de politique énergétique restent marquées par des incertitudes. Cela se reflète notamment dans l'accord sur l'électricité avec l'UE: bien qu'une majorité continue à associer l'accord à la sécurité d'approvisionnement, de nombreuses conséquences concrètes sont perçues de manière ambivalente. Le pourcentage élevé de personnes sans position claire montre que les tensions géopolitiques, les discussions sur les dépendances internationales et le débat sur l'approvisionnement futur en électricité influencent fortement la perception actuelle de la politique énergétique.

3 Annexe

3.1 Mandat

L'Association des entreprises électriques suisses AES, représentée par Jan Flückiger et Adrian Reber, a chargé l'institut de recherche gfs.bern de renouveler pour la cinquième fois la série d'enquêtes sur la politique énergétique et en particulier sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique au printemps 2026. L'enquête auprès de la population attache une grande importance à la comparabilité avec les précédentes années d'enquête et ne fait l'objet que d'une légère adaptation:

- Comme c'était le cas jusqu'à présent, l'analyse doit donner un aperçu des positions de fond, des attitudes et des exigences des électrices et électeurs suisses en matière de politique énergétique et de sécurité d'approvisionnement. Le questionnaire doit être conçu de manière à reproduire le mieux possible le processus de formation de l'opinion politique.
- Comme c'était le cas jusqu'à présent, la quatrième enquête comprend un nouveau thème central en plus de la majorité des questions inchangées. En collaboration avec les donneurs d'ordre, les thèmes relatifs à l'**INITIATIVE «STOP AU BLACKOUT»** et aux **ATTITUDES VIS-À-VIS DE L'ACCORD SUR L'ÉLECTRICITÉ** ont été définis comme thèmes d'actualité.

3.2 Détails méthodologiques

Les résultats sont basés sur une enquête représentative menée auprès de 1015 citoyennes et citoyens suisses. L'enquête a été réalisée entre le 23 mars et le 15 avril 2026 au moyen d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI) et d'enquêtes en ligne sur notre panel interne. L'enquête a été menée selon la méthode «Random Digit Dialing RDD» / à double base («dual frame»), sur téléphones fixes et mobiles ainsi qu'auprès de panélistes sélectionnés au hasard.

D'autres détails méthodologiques sont donnés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1: Détails méthodologiques

Donneur d'ordre	Association des entreprises électriques suisses AES
Population analysée	Électrices et électeurs suisses maîtrisant l'une des trois langues nationales
Collecte des données	Mode mixte (enquête en ligne et par téléphone) <ul style="list-style-type: none"> • En ligne: panel interne en ligne «Polittrends» auprès des citoyennes et citoyens suisses • Par téléphone: (CATI) avec Random Digit Dialing
Période du sondage	1 ^{re} édition: du 7 au 24 avril 2022 2 ^e édition: du 3 au 24 avril 2023 3 ^e édition: du 5 au 19 mars 2024 4 ^e édition: du 11 au 21 mars 2025 5 ^e édition: du 23 au 15 avril 2026
Taille de l'échantillon	Total des personnes interrogées N = 1015 <ul style="list-style-type: none"> • n CH-A: 706 • n CH-F: 247 • n CH-I: 62 • n Panel en ligne: 305 • n Enquête téléphonique: 710
Erreur d'échantillonnage	±3,1% à 50/50 et probabilité de 95%
Pondération	Âge/sexe, langue, type d'habitation, formation, parti et RDD bases doubles

©gfs.bern, Étude sur la sécurité d'approvisionnement, 5^e édition, mars-avril 2026

Les erreurs statistiques pour chacun des groupes interrogés sont les suivantes:

Tableau 2: Erreur d'échantillonnage

Erreurs statistiques d'échantillonnage sélectionnées en fonction de la taille de l'échantillon et de la distribution de base			
Taille de l'échantillon		Marge d'erreur de la distribution de base	
		50% contre 50%	20% contre 80%
N =	1000	±3,1 points de pourcentage	±2,5 points de pourcentage
N =	600	±4,0 points de pourcentage	±3,3 points de pourcentage
N =	100	±9,8 points de pourcentage	±8,1 points de pourcentage
N =	50	±14,0 points de pourcentage	±11,5 points de pourcentage

Exemple de lecture: avec près de 1000 personnes interrogées et une valeur comptabilisée de 50%, la valeur réelle se situe à 50% ±3,2 points de pourcentage; pour une valeur de base de 20%, à 20% ±2,5 points de pourcentage. Dans la plupart des enquêtes, un intervalle de confiance de 95% est utilisé. Cela signifie qu'une marge d'erreur de 5% est tolérée quant au fait que le rapport statistique indiqué ne se trouve pas dans la population.

©gfs.bern

Afin de corriger les distorsions sociodémographiques, une pondération a été appliquée en fonction des régions linguistiques, de la formation, de l'âge/du sexe et du type d'habitation. Le contenu a été pondéré en fonction des affinités politiques.

La méthode d'enquête RDD / à double base utilisée pour l'enquête téléphonique exigeait en outre une pondération de base fondée sur les probabilités de joignabilité technique, calculées en fonction du nombre de lignes téléphoniques.

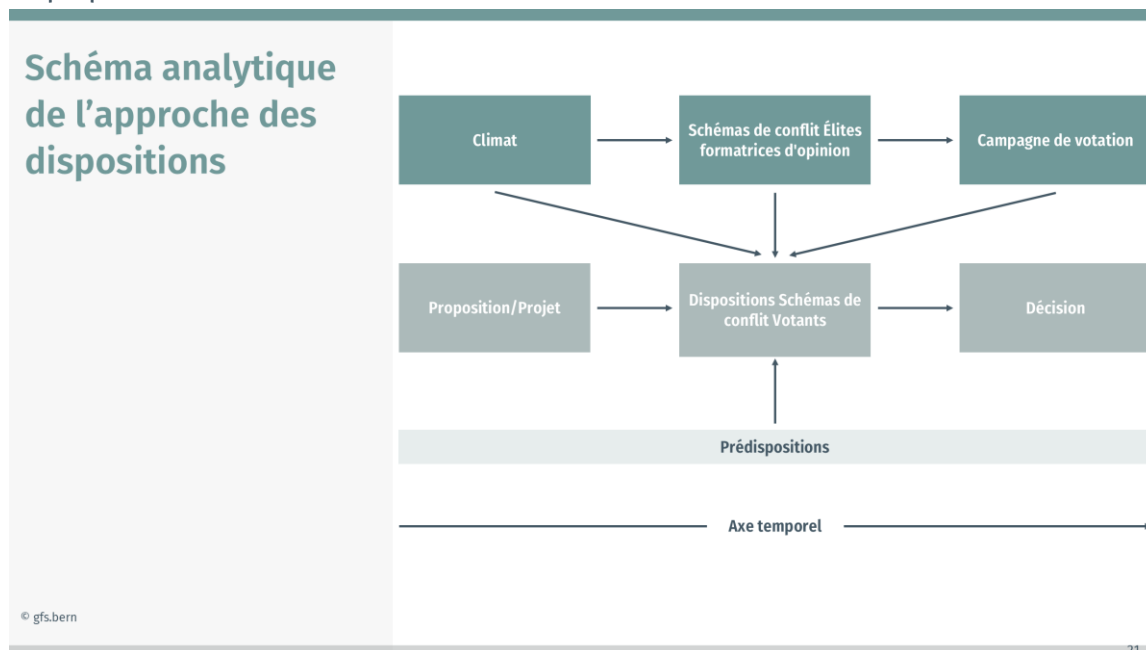
3.3 Plan de recherche

L'étude s'appuie sur l'approche dispositionnelle que gfs.bern a développée spécialement pour analyser la formation de l'opinion politique de la population suisse.

Fondamentalement, la thèse est que les résultats des attitudes, comme les votes ou la capacité d'action, ne sont pas figés une fois pour toutes, mais varient dans une certaine mesure. Leur nature dépend...

- du thème,
- du schéma conflictuel de l'élite qui façonne l'opinion,
- du débat public,
- de la culture et du climat politiques,
- des prédispositions thématiques et
- des effets de la campagne.

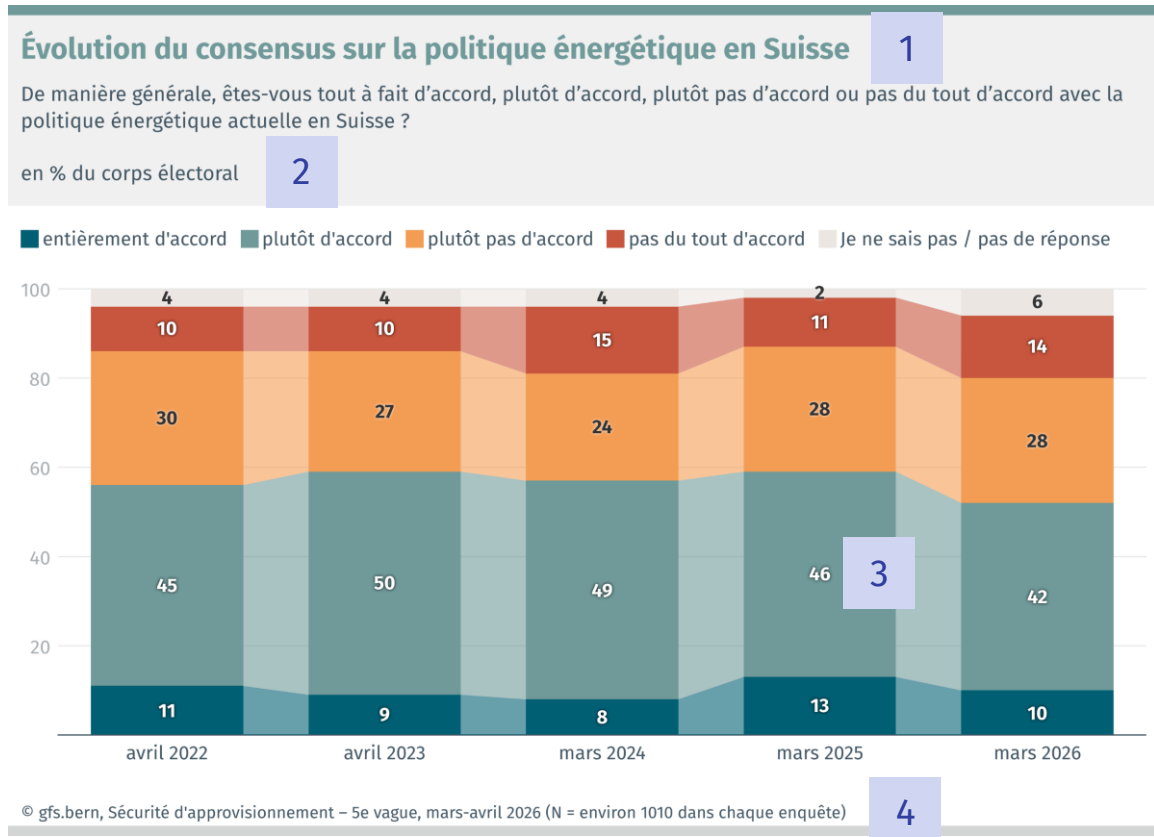
Graphique 23



Selon cette approche, outre la «décision», les «campagnes», les «prédispositions», l'environnement ou le «climat» ainsi que le «projet» lui-même sont des éléments importants. Les décisions ou la capacité d'action sont considérées comme une fonction de modèles, de campagnes, de prédispositions et de l'environnement. Les décisions et la capacité d'action varient donc dès lors qu'au moins un de ces éléments change. Cependant, elles ne peuvent pas se développer arbitrairement. Ainsi, le travail de relations publiques est déterminé par l'environnement et le projet, et les prédispositions ne changent habituellement qu'à long terme ou uniquement en raison de conditions environnementales modifiées.

3.4 Traitement graphique

Graphique 24



- 1 Le titre présente un résumé de la question sous forme de mots-clés ainsi que le texte exact de la question. La question elle-même est posée en suisse allemand, en français ou en italien par nos enquêtrices et enquêteurs. Le titre permet également de savoir si l'illustration présente une comparaison dans le temps (tendance) ou non.
- 2 La valeur de référence fournit des informations sur le groupe auquel se réfère l'évaluation dans le graphique. Dans la plupart des cas, il s'agit de la population votante suisse (comme c'est le cas ici).
- 3 Les résultats sont représentés sous forme de graphique. Selon le message à faire passer, les résultats sont présentés sous forme de diagrammes en camembert, en barres, en colonnes, en aires ou en lignes. Des graphiques de régression sont utilisés pour la représentation des corrélations. Les détails se trouvent sous les graphiques correspondants.
- 4 Le pied de page indique à la fois la période de l'enquête (mars 2025) et le nombre de personnes interrogées, qui est pertinent pour l'interprétation du graphique correspondant (ici 1010, car aucun filtrage n'a été effectué et toutes les citoyennes et tous les citoyens ont été pris en compte).

4 L'équipe de gfs.bern

URS BIERI

Co-directeur et Membre du conseil d'administration de gfs.bern, politologue et expert en médias (licencié en sciences sociales), Executive MBA HES en gestion stratégique, Chargé d'enseignement au VMI de l'Université de Fribourg et à la ZHAW Winterthur

✉ urs.bieri@gfsbern.ch



Activités principales:

Suivi des thèmes et des enjeux, analyses de l'image et de la réputation, technologies à risque, Analyses de vote, Préparation et accompagnement de campagnes, Analyses intégrées de la communication, méthodes qualitatives

Publications sous forme de livres, recueils, magazines spécialisés, presse quotidienne et Internet publication récente: Bieri, U et al. Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionelles Meinungsbildungssystem. Vdf 2021.

SOPHIE SCHÄFER

cheffe de projet

✉ sophie.schaefer@gfsbern.ch



Activités principales:

communication politique, thèmes de société, Issue Monitoring, Réseaux sociaux, Analyse de données, méthodes quantitatives et qualitatives



JENNY ROBERTS

Cheffe de projet / scientifique de données

✉ jenny.roberts@gfsbern.ch

Activités principales :

Analyse de données, programmations, visualisations, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives, projets en langue française



ROLAND REY

collaborateur de projet / administration

✉ roland.rey@gfsbern.ch

Activités principales:

publication assistée par ordinateur, visualisations, administration du projet, administration des conférences

gfs.bern ag
Effingerstrasse 14
CH – 3011 Berne
+41 31 311 08 06
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'Association suisse des recherches de marché et sociales et garantit qu'aucun sondage n'est mené avec des intentions de commande, de vente ou de publicité affichées ou dissimulées.

Pour en savoir plus: www.schweizermarktforschung.ch (en allemand)

SWISS INSIGHTS
Corporate Member

gfs.bern 